



L'avantage des savoirs traditionnels

Les savoirs des peuples autochtones dans les stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets



Investir dans les populations rurales

L'avantage des savoirs traditionnels

**Les savoirs des peuples
autochtones dans les stratégies
d'adaptation au changement
climatique et d'atténuation de
ses effets**



Investir dans les populations rurales

Remerciements: cette analyse a été préparée par la Division environnement et climat du FIDA, à partir de la documentation provenant de projets et d'autres matériels cités dans la partie Références.

Préparé par: Francesca Chianese, consultante.

Revu par: Antonella Cordone, PTA; Vincent Darlong, APR; Ilaria Firmian, ECD; Brian Johnstone Dominic Thomson, ECD; Stefano Padulosi, Bioversity International; Adrian Marbaniang, Projet NERCORMP financé par le FIDA en Inde.

© 2016 Fonds international de développement agricole (FIDA)

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles du/des auteur(s) et ne reflètent pas nécessairement celles du Fonds international de développement agricole (FIDA). Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du FIDA aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones, ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. Les appellations de pays "développés" et "en développement" sont employées à des fins de commodité statistique et ne reflètent pas nécessairement un jugement quant au stade atteint par tel ou tel pays ou telle ou telle région dans le processus de développement.

Tous droits réservés

Photographie de couverture: ©FIDA/Carla Francescutti

ISBN 978-92-9072-657-9

Imprimé Mai 2016

Table des matières

Acronymes	4
Introduction	5
Les savoirs des peuples autochtones	5
Le FIDA et les peuples autochtones	7
Adaptation au changement climatique	10
Étude de cas: Bolivie	11
Réduction des risques de catastrophe	16
Étude de cas: Îles Salomon	17
Conservation de la biodiversité	21
Étude de cas: Inde	22
Sécurité alimentaire et agrobiodiversité	29
Étude de cas: le FIDA et les espèces négligées et sous-exploitées (NUS)	30
Gestion des ressources naturelles	35
Étude de cas: Philippines	36
Pastoralisme	42
Étude de cas: Tchad	43
Conclusions	49
Références	54

Liste des figures et des encadrés

Figure 1: carte de la zone du projet ACCESOS-ASAP (État plurinational de Bolivie)	11
Figure 2: carte de la zone du projet de l'IPAF (Îles Salomon)	18
Figure 3: carte de la zone du projet NERCORMP (Inde)	22
Figure 4: carte de la zone du don (FIDA NUS)	30
Figure 5: carte de la zone du projet CHARMP 2 (Philippines)	36
Figure 6: carte de la zone du projet PROHYPA (Tchad)	43
Encadré 1. Adaptation au changement climatique en Asie	14
Encadré 2. Adaptation au changement climatique en Afrique	15
Encadré 3. Régénération des mangroves dans les Îles Salomon, comme moyen d'adaptation au changement climatique	20
Encadré 4. Récits recueillis sur le terrain (Inde)	24
Encadré 5. Conservation de la biodiversité en Amérique latine	27
Encadré 6. Conservation de la biodiversité en Afrique	28
Encadré 7. Récits recueillis sur le terrain (État plurinational de Bolivie)	34
Encadré 8. Récits recueillis sur le terrain (Philippines)	39
Encadré 9. Gestion des ressources naturelles en Afrique	40
Encadré 10. Gestion des ressources naturelles en Amérique latine	41
Encadré 11. Pastoralisme en Amérique latine	47
Encadré 12. Pastoralisme en Asie	48

Acronymes

ACCESOS	Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie
ASAP	Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne
CCA	zones communautaires de conservation
CHARMP	second Projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera
IPAF	Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones
NERCORMP	Projet de gestion des ressources communautaires sur les hautes terres de la région du Nord-Est
NRMG	Groupe de gestion des ressources naturelles
NUS	espèces négligées et sous-exploitées
PROHYPA	Projet d'hydraulique pastorale en zone sahélienne
SHG	groupe d'entraide

Introduction

Les savoirs des peuples autochtones dans les stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets

La hausse des températures, l'extinction de la faune et de la flore sauvages, l'élévation du niveau de la mer, les inondations, les sécheresses, les maladies liées à la chaleur et les pertes économiques figurent parmi les conséquences du changement climatique. Le changement climatique affecte de manière disproportionnée les communautés les plus pauvres et les plus marginalisées vivant dans des régions vulnérables; les peuples autochtones, dont les moyens d'existence dépendent des ressources naturelles, figurent parmi ces communautés vulnérables.

Les peuples autochtones sont néanmoins, face au changement climatique, la "garde avancée" de la planète (Galloway McLean 2010). Bien qu'ils soient généralement décrits comme les victimes de la pauvreté et de la vulnérabilité au changement climatique, il conviendrait aussi de souligner leur sensibilité à l'environnement, leur capacité d'adaptation et leur résilience, comme en témoigne leur capacité de modifier leur comportement en réaction au changement des conditions climatiques (Nakashima et al. 2012). Les savoirs des peuples autochtones peuvent apporter d'importants éclairages dans les processus d'observation, d'adaptation et d'atténuation face aux conséquences du changement climatique.

Les savoirs des peuples autochtones

Les populations autochtones, soit environ 370 millions de personnes dans le monde, représentent la plus grande partie de la diversité culturelle du monde (UNPFII n.d.) et parlent plus de 4 000 langues, sur le total mondial de près de 7 000 langues (Harrison 2007). Elles possèdent, occupent ou utilisent jusqu'à 22% de la surface terrestre mondiale, qui abrite 80% de la biodiversité de la planète (PNUD 2011).

L'expression "savoirs des peuples autochtones" fait référence au savoir et au savoir-faire accumulés au fil des générations, et testés et adoptés au cours des millénaires, qui guident les sociétés autochtones dans leurs interactions avec le milieu environnant. Le dynamisme inhérent aux systèmes de savoirs des peuples autochtones est au cœur de leur capacité d'adapter et de modifier leurs actions en réaction aux modifications de l'environnement. La diversité des systèmes de résilience et des capacités d'adaptation au changement climatique est en correspondance directe avec la diversité des peuples autochtones et de celle des différents contextes dans lesquels ils vivent. La plupart d'entre eux ont élaboré des stratégies pour faire face aux phénomènes météorologiques inhabituels et aux impacts qui les accompagnent. Ainsi, dans la région de Puno, au Pérou, les populations autochtones utilisent leurs savoirs traditionnels relatifs à l'environnement et à la faune et la flore sauvages (par exemple la fréquence des pluies, la floraison de certaines plantes, l'apparition de certains animaux, l'accouplement d'animaux, l'incidence des infestations de ravageurs, etc.) pour choisir le moment des semis et celui de la récolte. De même, les populations Chipayas de l'État plurinational de Bolivie observent le vent, la neige, les nuages et les étoiles pour déterminer les espèces à planter, le moment et le lieu approprié pour les semis.

Les pratiques des peuples autochtones ont pour expressions distinctives la diversité des plantes qu'ils cultivent et de leurs systèmes de culture, d'élevage, de pêche, de

chasse et de cueillette. Partout dans le monde, les peuples autochtones diversifient leurs systèmes de moyens d'existence afin de faire face au changement climatique et environnemental. Des stratégies telles que le maintien de la diversité génétique et de la diversité des espèces dans les champs et dans les troupeaux constituent une réponse à l'incertitude des conditions météorologiques, cependant que l'utilisation diversifiée du paysage, la mobilité et l'accès à des ressources multiples renforcent la capacité de réagir à la variabilité et au changement de l'environnement. Le peuple Comcaac, dans le nord du Mexique, est un peuple semi-nomade de chasseurs, cueilleurs et pêcheurs, qui utilisent à la fois le désert et la mer pour leur subsistance, de manière à minimiser les risques et à accroître les possibilités d'adaptation au changement environnemental. De même, le peuple Yabarana, au Venezuela, alterne les activités de chasse et de cueillette avec celles de pêche, d'agriculture et d'élevage en fonction des saisons et des conditions du milieu. Sur les îles indiennes d'Andaman et de Nicobar, les paysans font face à la chaleur et la sécheresse extrêmes de l'été en associant, dans des cultures intercalaires, noix de coco et de bétel et plants de bananes. Au Bhoutan, les agriculteurs diversifient leurs sources alimentaires par les cultures, l'élevage sur parcours et la gestion de forêts communautaires. En cas de récolte déficitaire, l'élevage et les plantes sauvages comestibles répondent à l'essentiel des besoins nutritionnels des ménages.

Les terres et territoires traditionnels autochtones ont un potentiel économique considérable en tant que sources d'eau, de bois d'œuvre, de plantes médicinales et d'aliments biologiques. Les stratégies de gestion communautaire des ressources forestières des peuples autochtones comprennent des zones de conservation mises en réserve et des zones d'abattage et de gestion des bassins versants, qui ont un rôle important à jouer dans l'inversion du processus de déforestation. Ainsi, le peuple Miskito, au Nicaragua, maintient trois types d'utilisation des terres (champs cultivés, pâturages et zones forestières), tandis qu'en Indonésie, dans l'île de Bornéo, les Dayak Jalai utilisent un modèle d'utilisation du sol en mosaïque itinérante comprenant des parcelles de forêt naturelle et de forêt jardinée, et des parcelles où sont alternées des cultures sur brûlis/des jachères et des cultures permanentes.

Les systèmes de collecte des eaux et d'irrigation des peuples autochtones jouent un rôle important dans l'augmentation de la disponibilité en eau dans les milieux exposés au stress hydrique. En Tunisie, les populations Amazigh utilisent le système du "jessour", qui consiste en la construction de barrages et de terrasses pour la collecte des eaux de ruissellement, ce qui leur permet de cultiver des oliviers, des arbres fruitiers, des céréales et des légumineuses. Dans les Andes, les populations Quechua ont relancé le waru waru, un ancien système de culture, d'irrigation et de drainage qui augmente la productivité des terres affectées par des niveaux élevés de salinité et par un mauvais drainage dans les zones où sécheresse et gel sont fréquents. En Asie du Sud, les peuples autochtones pratiquent depuis des siècles la collecte des eaux de pluie en ayant recours à une procédure très simple consistant à construire des digues en terre le long des limites des exploitations pour retenir les eaux de pluie.

Les savoirs et les pratiques traditionnels et autochtones sont mis en œuvre pour régénérer le sol, et s'adapter et réagir aux inondations et aux sécheresses. Au Bangladesh, les communautés autochtones affectées par les inondations cultivent des variétés de roseaux tolérantes à la salinité, ainsi que des arbres fruitiers et des arbres à bois tolérants à la salinité et résistants à la sécheresse, afin de réduire la vulnérabilité aux inondations et à l'élévation du niveau de la mer et de garantir une génération de revenus à long terme. Au Bangladesh également, les villageois créent des potagers flottants pour protéger leurs moyens d'existence des inondations. Au Rajasthan, en Inde, les "johads"



©FIDA/Joanne Levitan

constituent un système traditionnel de collecte des eaux de pluie, qui prend la forme de barrières concaves en boue, construites au travers de petits affluents des rivières en amont pour collecter l'eau, contribuer à la reconstitution des nappes souterraines et améliorer la croissance de la forêt. Les populations autochtones du village de Guarita, au Honduras, utilisent la méthode traditionnelle Quezungal d'exploitation agricole, qui consiste à planter les végétaux sous les arbres dont les racines retiennent le sol. Ils pratiquent aussi la taille de la végétation afin d'apporter des éléments nutritifs au sol et de conserver l'eau du sol.

Les peuples autochtones ont une expérience millénaire en matière de recueil et d'application des informations sur l'environnement local pour aider leurs communautés à planifier et à mieux gérer les risques et les impacts de la variabilité naturelle du climat et les phénomènes climatiques extrêmes. Le fait nouveau réside dans la menace d'un changement climatique d'origine anthropique et dans la nécessité de s'adapter à ses effets négatifs. Dans ce contexte, il s'avère que les communautés autochtones constituent une source importante de chronologie climatique et de données de référence, et elles jouent déjà un rôle précieux en fournissant des compétences locales, en observant les impacts et en mettant en œuvre des réponses d'adaptation à l'échelon local. Les savoirs traditionnels des peuples autochtones offrent des informations et des enseignements qui complètent la science conventionnelle et les observations environnementales, et fournissent également une compréhension holistique de l'environnement, des ressources naturelles et de la culture, et des relations réciproques entre ces éléments et les êtres humains (Galloway McLean 2010; Fondation Tebtebba 2009; Nakashima et al. 2012; Tauli-Corpuz et al. 2009; Université des Nations Unies 2013).

Le FIDA et les peuples autochtones

Les peuples autochtones représentent, pour le FIDA, un groupe cible important parce que, dans les sociétés au sein desquelles ils vivent, ils sont défavorisés sur les plans économique, social, politique et culturel, et leur condition est en conséquence celle d'une pauvreté et d'une vulnérabilité extrêmes. L'avantage stratégique du FIDA tient à son ciblage et à son approche axée sur les personnes, qui prend en compte les différentes

situations, spécifiques au contexte, des populations rurales pauvres, ainsi qu'à la capacité particulière du Fonds de toucher les groupes marginalisés et vulnérables, parmi lesquels un fort pourcentage de populations autochtones. Au cours de la décennie écoulée, le FIDA a sensiblement amélioré son efficacité en matière de développement en faveur des peuples autochtones. Il a mis en place des instruments qui appuient leur développement autonome et leur participation pleine et effective à tous les niveaux. Un rapport récemment publié par deux grandes organisations de peuples autochtones en Asie a reconnu en le FIDA un "pionnier mondial" parmi les organismes des Nations Unies (Fondation Tebtebba et AIPP 2014).

Depuis le début de ses opérations, le FIDA a accordé approximativement deux milliards d'USD sous forme de prêts et quelque 40 millions d'USD sous forme de dons pour le financement de projets au profit de peuples autochtones. Depuis 2003, environ 20% des prêts annuels du FIDA ont appuyé des initiatives concernant les femmes et les hommes autochtones au sein de communautés rurales. À l'heure actuelle, 30% des projets en cours financés par des prêts du FIDA appuient des communautés autochtones dans environ 38 pays, pour un investissement total de près de 800 millions d'USD. Outre ses activités ordinaires financées par des prêts et des dons, le FIDA dispose d'un instrument financier spécifique – le Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF) – qui a pour but de renforcer les communautés autochtones et leurs organisations en finançant des petits projets qui encouragent leur développement autonome. L'IPAF établit des partenariats directs avec les populations autochtones afin qu'elles-mêmes et leurs communautés soient en mesure de concevoir, approuver et exécuter des projets de développement au niveau des communautés de base. Depuis 2007, l'IPAF a financé 130 projets, pour un montant total d'environ 4 millions d'USD.

La Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones est un instrument clé énonçant les principes fondamentaux de cet engagement, pleinement intégrés dans ses procédures de travail. Le FIDA entend collaborer avec les peuples

©Obiettivo Sul Mondo



autochtones afin de veiller à ce que leurs communautés en milieu rural soient dotées des moyens d'améliorer leur bien-être, leurs revenus et leur sécurité alimentaire par le biais d'un développement qu'ils conduisent eux-mêmes, dans le respect de leur identité et de leur culture.

Sur les neuf principes de la politique, deux concernent directement les savoirs des peuples autochtones: i) savoirs des peuples autochtones: reconnaissant que les peuples autochtones sont souvent les dépositaires de savoirs uniques et gardiens de la biodiversité, le FIDA tirera parti de ces richesses en appuyant des recherches favorables aux pauvres qui associent les savoirs et pratiques traditionnels aux méthodes scientifiques modernes, et en associant également de nouvelles approches et les approches traditionnelles pour améliorer leurs moyens d'existence; ii) questions environnementales et changement climatique: le FIDA aidera les populations autochtones à améliorer la résilience des écosystèmes dans lesquels elles vivent et à mettre au point des mesures d'adaptation innovantes. Par ailleurs, le FIDA ne financera pas de mesures d'atténuation des effets du changement climatique qui pourraient avoir des conséquences négatives pour leurs moyens de subsistance.

Pour mettre en œuvre sa Politique d'engagement aux côtés des peuples autochtones et pour institutionnaliser son partenariat avec les peuples autochtones, le FIDA a établi en 2011 le Forum des peuples autochtones. La première réunion mondiale du Forum s'est tenue en 2013, point de départ d'un processus de concertation entre le personnel du FIDA et les représentants des peuples autochtones. Le Forum tient sa réunion mondiale à Rome tous les deux ans et se concentre sur la participation des peuples autochtones à l'élaboration des stratégies de pays du FIDA, aux processus de conception, d'exécution et de suivi des projets, à la concertation sur les politiques et au plaidoyer.

En travaillant avec les peuples autochtones, le FIDA a appris qu'il existe une liaison étroite et une interdépendance entre la gestion des ressources naturelles, les moyens d'existence durables et les concepts autochtones de développement autonome. Les peuples autochtones conçoivent et gèrent leurs moyens d'existence en harmonie avec la nature et en conformité avec les pratiques de conservation agroécologique, de gestion durable des ressources naturelles, et d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets.

Le présent document analyse, à travers un certain nombre d'études de cas portant sur des projets financés par le FIDA, le rôle important que joue la préservation des savoirs des peuples autochtones et leur application dans la réaction des communautés au changement climatique.



©FIDA/David Alan Harvey

Adaptation au changement climatique

Leur dépendance à l'égard d'écosystèmes vulnérables a fait que les peuples autochtones ont pu observer, très directement et pendant plusieurs décennies, les effets du changement climatique. Certaines communautés rendent compte d'indicateurs très visibles, comme le recul de la banquise dans la région arctique, ou la disparition mesurable des superficies enneigées et des glaciers dans la région andine. D'autres observent les impacts du réchauffement climatique, comme la disparition de certaines sources d'alimentation ou l'apparition de nouvelles espèces. Les savoirs agricoles traditionnels se sont avérés, pour les peuples autochtones, un outil d'adaptation inestimable. Dans la région des Amériques, les peuples autochtones ont recours à diverses cultures, variétés et lieux de plantation pour faire face à des précipitations excessives ou déficitaires, à la sécheresse ou à d'autres modifications de l'environnement. Ces pratiques constituent des mesures de sûreté garantissant que, en cas de sévère changement environnemental, certaines cultures survivront. Diverses stratégies d'adaptation employées dans les zones sujettes à un stress hydrique prennent appui sur les techniques traditionnelles des peuples autochtones en matière de conservation du sol et de l'eau. La pratique "bethma", au Sri Lanka, favorise la redistribution temporaire de terres en période de sécheresse comme moyen de partage des ressources en eau. Les institutions traditionnelles des peuples autochtones contribuent aussi à la capacité d'adaptation et à la résilience de leurs communautés. De nombreux peuples autochtones de par le monde s'appuient, spécialement au cours des périodes de stress environnemental, sur des modes d'organisation sociale fondés sur la réciprocité qui permettent la production et l'échange de ressources. Inversement, le fossé croissant entre les jeunes et les générations plus âgées et la dégradation des réseaux sociaux contribuent à la diminution de la résilience et à l'augmentation de la vulnérabilité des communautés autochtones (Galloway McLean 2010; Galloway McLean et al. 2009; Nakashima et al. 2012; Tauli-Corpuz et al. 2009).

ÉTUDE DE CAS: ÉTAT PLURINATIONAL DE BOLIVIE

Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie avec un financement provenant du Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ACCESOS-ASAP)

Généralités

Les systèmes socioécologiques traditionnels des vallées et des hautes terres boliviennes sont la résultante d'une coévolution et d'une adaptation millénaire des sociétés andines à la forte variabilité de leur milieu climatique. Les communautés les plus vulnérables sont concentrées dans le sud-ouest du pays, caractérisé par des conditions climatiques extrêmes et une aridité croissante due au changement climatique. L'agriculture est dépendante de la variabilité climatique et les agroécosystèmes se dégradent rapidement. L'État plurinational de Bolivie, l'un des huit pays les plus riches du monde du point de vue de la biodiversité, est fière de posséder un vaste éventail de savoirs et de pratiques en rapport avec l'environnement. La résilience agroenvironnementale/physique et la résilience sociale/humaine et culturelle des systèmes écologiques sont étroitement liées et interdépendantes. Tout changement important dans l'un de ces systèmes les affecte tous, provoquant une perte de résilience dans d'autres domaines et une accélération des effets négatifs du changement climatique. Par conséquent, la réappropriation et le renforcement de ces systèmes de diversité constituent les moyens les plus efficaces d'accroître la résilience des paysages et des communautés face aux défis du changement climatique.

Stratégie et activités du projet

En raison de la forte vulnérabilité environnementale, les activités d'adaptation au changement climatique financées par le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP) ont été intégrées au Programme d'intégration économique en faveur des familles et des communautés rurales dans le territoire de l'État plurinational de Bolivie (ACCESOS). Deux composantes indépendantes, bien que toujours strictement connexes,

Coût total du projet:

55,6 millions d'USD

Financement total du FIDA:

28,0 millions d'USD

Prêt du FIDA:

18,0 millions d'USD

Don de l'ASAP:

10,0 millions d'USD

Période d'exécution:

ACCESOS 2013-2017

ASAP 2014-2017

Figure 1

Carte de la zone du projet ACCESOS-ASAP (État plurinational de Bolivie)



ont été ajoutées à la première composante de l'ACCESOS (gestion des ressources naturelles): la composante "renforcement des capacités d'adaptation communautaires" et la composante "gestion du risque climatique". Les activités conduites au titre des composantes de l'ACCESOS-ASAP sont fondées sur une approche participative, comprenant notamment:

Collecte des pratiques locales mises en œuvre pour faire face au changement climatique

Il s'agit de recueillir et de valider les savoirs ancestraux appliqués par les parties prenantes au projet. Au travers de réunions communautaires, d'échanges d'expériences et de formations, la communauté recense les pratiques qui améliorent la productivité, réduisent la vulnérabilité aux risques climatiques, et peuvent être adoptées et reproduites.

"Cartes parlantes"

Il s'agit de l'un des instruments par lesquels une communauté définit son plan de développement. Elles comportent un voyage dans le passé, le présent et l'avenir (autrement dit, le développement que souhaite la communauté). Les cartes sont géoréférencées et incluent une évaluation des ressources naturelles de la communauté, une prévision quant à leur utilisation durable, et des données climatiques.

Transfert de ressources sous la forme de prix attribués dans le cadre de concours (concurso)

Les "concurso" ont montré qu'ils constituaient un mécanisme efficace pour encourager les communautés à s'engager dans la gestion des ressources naturelles. L'ACCESOS-ASAP s'appuie sur ce mécanisme pour intégrer dans la planification locale les priorités d'adaptation impulsée par les communautés. Les concours prennent pour base les "cartes parlantes". L'ASAP a retenu pour ces concours une approche mettant l'accent sur des niveaux territoriaux plus élevés, à titre de complément aux concours financés par ACCESOS au niveau de la communauté ou du groupe. Le principe sous-jacent est celui de la prise en compte de la complexité des interactions entre les personnes et les paysages, à quoi s'ajoute le fait que des investissements ou des pratiques de gestion dans différentes parties d'une unité de paysage peuvent soit produire des avantages soit réduire les risques climatiques dans d'autres parties, avec des effets s'étendant bien au-delà des limites administratives locales.

Itinéraires d'apprentissage

Les itinéraires d'apprentissage constituent également un outil pouvant servir à systématiser et à diffuser les bonnes pratiques dans les savoirs traditionnels.

La combinaison de ces activités compose une stratégie pratique qui encourage l'adaptation au changement climatique sur des bases communautaires, en s'appuyant sur le partage des savoirs, la sensibilisation et l'apprentissage conjoint parmi les différentes parties prenantes.

Bonnes pratiques

Bien que les résultats du projet récemment lancé par l'ASAP ne soient pas encore disponibles, cette étude de cas constitue un bon exemple de la manière dont les activités d'adaptation au changement climatique peuvent être systématiquement introduites dans la conception d'un projet. Dans le projet ACCESOS, la conception des composantes de l'ASAP représente en elle-même une bonne pratique, précisément parce que les

populations autochtones y ont été associées au cours de la phase de conception du projet, et qu'elles participeront à sa supervision. Enfin, et c'est le point le plus important, le projet intègre les préoccupations des populations autochtones et la nécessité de tirer parti des savoirs ancestraux, répondant ainsi à une demande couramment formulée par les peuples autochtones, qui ont mis en lumière, à diverses occasions, la nécessité de redynamiser leurs savoirs traditionnels et d'en faire usage.

Le projet prévoit la réappropriation des savoirs traditionnels des peuples autochtones et des technologies associées au cycle agricole, et l'intégration de ces pratiques dans ses activités. Notamment, et conformément à la Politique d'engagement du FIDA aux côtés des peuples autochtones, le projet considère les savoirs traditionnels comme la contribution en nature des populations autochtones qui doivent en bénéficier. Les équipes techniques et les promoteurs du projet sont formés à l'utilisation des pratiques des peuples autochtones afin d'en garantir l'intégration optimale dans les activités du projet.

Il y a, parmi les pratiques fondées sur les savoirs des peuples autochtones utilisés par le projet, un système autochtone d'information climatique portant le nom de Pachagrama. Ce système (dont le nom dérive de celui de Pachamama, la Terre Mère) consiste en un registre où sont catalogués les "indicateurs biologiques" – c'est-à-dire le comportement des végétaux et des animaux. Les communautés autochtones compilent et partagent le Pachagrama afin de connaître le moment des semis, la date à laquelle les pluies sont attendues et leur durée. Ce système appuie les processus de gestion de l'information agroclimatique. Dans le cas de l'État plurinational de Bolivie, dont le système d'information météorologique laisse à désirer, le Pachagrama s'est avéré un système rentable et fiable, dont il a été démontré qu'il coïncide avec les données scientifiques, et qui a contribué à réduire les pertes agricoles. Il constitue par conséquent une bonne pratique pour les producteurs et les décideurs qui élaborent des processus d'adaptation au changement climatique. Outre l'adoption de systèmes des peuples autochtones, le projet introduit de nouvelles techniques compatibles avec les pratiques locales. C'est le cas, par exemple, des quthañas, qui sont des petits barrages utilisés par les populations Aymara pour la collecte des eaux. Le projet intègre ce système dans un périmètre de plus grande échelle comprenant la construction de bassins, de mares et de petits et moyens barrages au niveau des familles/groupes dans les bassins versants, ensemble conçu comme mesure d'adaptation en vue de surmonter les effets négatifs du changement climatique sur la disponibilité en eau.

L'ACCESOS-ASAP fait également fond sur la promotion et la diversification de l'agrobiodiversité locale comme moyen d'adaptation au changement climatique. S'appuyant sur les agroécosystèmes traditionnels, comme les aynokas (sections verticales du bassin versant sur lesquelles la communauté pratique chaque année une culture différente) et les sayanas (terres familiales habituellement proches des maisons et utilisées par les familles en complément de la production des aynokas), le projet encourage et développe des jardins potagers où sont cultivés des légumes et des plantes médicinales d'origine locale, et des banques communautaires de semences utilisées et échangées entre les familles. Le projet promeut également le compostage utilisant les roseaux du type totora et d'autres plantes locales pour la fertilisation du sol, et emploie l'ali Chamachiri comme engrais biologique pour renforcer le sol. Par ailleurs, l'ACCESOS-ASAP a entrepris de reboiser les sols affectés par un degré élevé d'érosion, de construire des ouvrages sur les berges pour réguler le débit de l'eau, et de concevoir et construire des structures de collecte de l'eau.

Encadré 1: adaptation au changement climatique en Asie

Titre du projet: Renforcer la capacité des peuples autochtones d'affronter les effets du changement climatique sur leurs moyens d'existence et leur environnement, de s'y adapter et de les atténuer (financé par le biais du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtone [IPAF] du FIDA)

Organisation responsable: Centre d'action pour le développement (CDA)

Site du projet: Odisha, Inde

Bénéficiaires: populations Oraons, Mundas Kisans, Kharias et Bihors du district de Sundargarh dans l'État d'Odisha

Les communautés tribales ont participé à une étude de vulnérabilité ayant pour but d'évaluer les conséquences du changement climatique sur leur environnement et sur l'élaboration de plans d'action pour s'adapter à ces effets. Le Comité des peuples tribaux sur l'impact du changement climatique a été établi en vue de fournir des informations sur un certain nombre de points: cultures résistantes à la sécheresse, techniques de conservation des eaux de pluie, assurance récolte, et banques de semences et de céréales.

Faisant fond sur les savoirs traditionnels, on a entrepris des démonstrations dans plusieurs domaines: méthodes de reconstitution des eaux souterraines, structures de collecte des eaux, lutte contre l'érosion, construction de terrasses et de canaux de drainage. Le projet a aidé les communautés tribales à mettre au point et à diffuser des stratégies d'adaptation au changement climatique, à partager l'information et à renforcer la capacité des comités locaux de participer aux processus décisionnels en rapport avec le changement climatique. Grâce au projet, 2 800 personnes (femmes et hommes) ont participé à des groupes de gestion des ressources naturelles et à des programmes de renforcement des capacités. Les bénéficiaires du projet ont également décidé d'inclure des mesures d'atténuation prenant en compte l'impact du changement climatique dans toutes les futures activités de planification entreprises par les communautés locales.



Encadré 2: adaptation au changement climatique en Afrique

Titre du projet: Projet Chench-Guggie de régénération des essences indigènes, d'adaptation locale au changement climatique et d'amélioration des moyens d'existence des populations autochtones (financé par le biais du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones [IPAF] du FIDA)

Organisation responsable: Initiative for Living Community Action (ILCA)

Site du projet: Éthiopie

Bénéficiaires: populations Gamo

Avant le démarrage du projet, les populations Gamo avaient commencé à évaluer les impacts du changement climatique sur leurs moyens d'existence (baisse des rendements agricoles, faible humidité et fertilité du sol, moindre disponibilité en eau, précipitations imprévisibles et irrégulières), interprétant ces changements comme l'une des conséquences de la destruction de la forêt. Cette prise de conscience a conduit à reconnaître l'importance des essences locales, pour le maintien de l'humidité du sol et l'accroissement de la fertilité de la terre, mais aussi pour leur intérêt médical. Les populations Gamo ont décidé de protéger et de régénérer les essences menacées afin de mettre un terme à la déforestation et de faire face aux conséquences du changement climatique sur leur environnement.

Le projet a adopté une approche intergénérationnelle, par laquelle les membres de la communauté ont enseigné à leurs enfants l'importance de la préservation et de la protection des essences locales, et les ont formés à l'utilisation durable de ces arbres. La plupart des agriculteurs ont associé leurs enfants à la création de pépinières, faisant de cette action une occasion de transfert de savoirs.

La communauté Gamo a travaillé en liaison très étroite avec les autorités locales, qui ont fourni l'appui technique nécessaire pour l'agroforesterie. Cette relation a aussi offert à l'ILCA les éléments constitutifs dont l'Initiative a besoin pour s'engager aux côtés du gouvernement national sur les questions relatives à la gestion durable des forêts et à la stratégie REDD+ qui sont au cœur des réunions et des débats sur le changement climatique aux niveaux national, régional et international.





©Tebtebba

Réduction des risques de catastrophe

Les phénomènes météorologiques extrêmes ont mis en évidence l'importance des savoirs des peuples autochtones en matière de prévision météorologique, étant donné que l'annonce en temps opportun de phénomènes imminents constitue l'une des meilleures stratégies pour en atténuer les impacts négatifs¹. Les communautés autochtones disposent de données sur le climat allant de la température et des précipitations jusqu'à la fréquence des phénomènes climatiques extrêmes. Leur connaissance intime des cycles végétaux et animaux leur donne la capacité d'établir une corrélation entre les événements du monde naturel et un cycle climatique particulier, permettant ainsi la prédiction des événements saisonniers. Aux Tonga et aux Tuvalu, les techniques traditionnelles de prévisions reposent sur les observations de la mer et du lagon (dimension, intensité et bruit des vagues, couleur et odeur de l'eau, et volume d'algues déposées sur la plage), du ciel (type et couleur des nuages, apparence particulière de la lune), et des vents. De même, à Rapu-Rapu aux Philippines comme à Aceh en Indonésie, il a été établi qu'une odeur nauséabonde émanant de la mer signifiait l'approche d'un orage ou d'un typhon. Il existe d'autres indicateurs clés, comme la phénologie (ainsi,

¹ Le Cadre d'action de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe 2015-2030, qui a été adopté à la troisième Conférence mondiale des Nations Unies sur la réduction des risques de catastrophe, reconnaît l'importance de l'approche préventive des risques de catastrophe et souligne que la réduction des risques de catastrophe exige une autonomisation et une participation inclusive, accessible et non discriminatoire, en accordant une attention particulière aux personnes affectées de manière disproportionnée par les catastrophes, et spécialement les plus pauvres, parmi lesquelles les populations autochtones. Le Cadre d'action de Sendai promeut l'utilisation des savoirs et des pratiques des peuples autochtones à titre de complément des connaissances scientifiques en matière d'évaluation des risques de catastrophe, en reconnaissant que les peuples autochtones, grâce à leur expérience et leurs savoirs traditionnels, apportent une importante contribution à l'élaboration et à l'exécution de plans et de mécanismes, y compris pour l'alerte précoce.

l'abondance de fruits particuliers comme la mangue et le fruit de l'arbre à pain est un signe annonciateur de vent fort ou de forte précipitation, et un relèvement de la nappe phréatique dans les plantations de taro est l'indication d'une élévation du niveau de la mer), et le comportement des oiseaux et d'autres animaux (par exemple, les albatros volant à basse altitude annoncent du mauvais temps, et les animaux cherchant refuge sur les hauteurs préviennent de l'approche d'un tsunami). À Raimea et Lau-Hata, au Timor-Leste, on a noté l'apparition de sangsues et de chenilles avant les orages. Lorsque les feuilles de bananiers et les branches d'autres arbres tombent sur le sol en l'absence de vents forts, les habitants de Rapu-Rapu, aux Philippines, se préparent à subir un orage ou un typhon. Les oiseaux, habituellement les espèces migratrices, sont également considérés comme d'importants indicateurs du changement des saisons et de leur durée, ainsi que de l'imminence de fortes précipitations, d'orages ou de sécheresses à Raimea et Maluru-Beaço au Timor-Leste, et à Sayung et Lipang en Indonésie. À Perez et Rapu-Rapu, aux Philippines, le comportement de divers animaux aide à prévoir les risques: les raies bondissant de manière répétitive hors de l'eau en été, le mouvement rapide des serpents de mer, et les crabes de cocotier se dirigeant vers la terre ou grim pant sur les arbres sont autant de signes avant-coureurs d'orages ou de typhons. Les communautés ont aussi mis au point des moyens de prévenir ou d'atténuer ces risques, et de s'y adapter ou de s'y préparer en utilisant des méthodes et des matériaux locaux. En prévision d'un orage, par exemple, des végétaux locaux sont utilisés pour renforcer les maisons, comme le Suhay (tiges de bambou) aux Philippines et le Ai Tatan (utilisé comme crampons en bois pour fixer le toit) au Timor-Leste (Hiwasaki et al. 2014).

ÉTUDE DE CAS: ÎLES SALOMON

Renforcement de la résilience des communautés face aux catastrophes naturelles par la mise en œuvre de stratégies traditionnelles d'affrontement par les communautés de la Weather Coast de Guadalcanal, dans les Îles Salomon

Généralités

Du fait de leur faible altitude et de leur petite taille, de nombreux petits États insulaires sont confrontés à un risque d'inondation partielle ou virtuellement totale par de futures élévations du niveau de la mer dues au changement climatique. Les zones côtières sont parmi les points névralgiques d'imminentes catastrophes, puisqu'elles sont menacées par les cyclones, ondes de tempête, érosion marine, inondations, élévations du niveau de la mer et tsunamis. On s'attend que la gravité de ces événements augmente de plus en plus à cause du changement climatique, avec pour conséquence la destruction des récifs coralliens et des mangroves qui offrent une protection contre les dangers imminents. Les risques de perturbation et de graves dégâts concernent aussi la biodiversité et les écosystèmes.

Les peuples autochtones du Pacifique Sud ont élaboré, depuis des siècles, des mécanismes leur permettant de survivre et de s'adapter à ces risques. La connaissance qu'ils possèdent de leurs écosystèmes joue un rôle essentiel pour la protection de leur environnement, et leurs communautés en dépendent pour réduire les risques de catastrophe. La relance et l'application de ces savoirs et de ces pratiques peuvent appuyer les efforts en cours pour accroître la résilience des communautés côtières. Le projet avait pour principal objectif d'accroître la résilience des communautés de Babanakira face aux impacts des catastrophes naturelles en leur donnant les moyens de relancer, d'appliquer

Projet financé par le biais du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones (IPAF) du FIDA

Organisation responsable:
Fonds international de développement des Îles Salomon (SIDT)

Coût total du projet:
48 000 USD

Financement total du FIDA (don de l'IPAF): 40 000 USD

Période d'exécution:
2012-2014

et de partager les savoirs et les pratiques traditionnels. Il visait aussi à promouvoir l'intégration et la documentation des savoirs et des pratiques des peuples autochtones en matière de réduction des risques de catastrophe.

Stratégie et activités du projet

Babanakira est le nom collectif donné à une série de villages situés dans la province de Guadalcanal, qui ne sont accessibles que par la mer et que l'on appelle, localement, la "zone côtière où le temps est imprévisible". C'est dans cette zone que le Fonds international de développement des Îles Salomon a encouragé le recueil des savoirs et des pratiques traditionnels relatifs aux mesures de prévention et aux mécanismes de réaction ayant pour objectif d'atténuer les effets des catastrophes naturelles. Les consultations avec les anciens et les chefs ont servi à documenter (c'est-à-dire à passer de la forme orale à la forme écrite) les savoirs des peuples autochtones. La méthode de l'évaluation rurale participative a été appliquée dans onze communautés pour évaluer la situation des villages, créer des cartes des communautés (y compris des cartes des zones de danger et des risques), établir le calendrier des saisons et un tableau chronologique des événements, et élaborer des plans communautaires de mesures d'urgence en cas de catastrophe. Les savoirs traditionnels des populations autochtones en matière de mécanismes de réaction ont été recueillis et transmis au Bureau national de gestion des catastrophes. Le Fonds international de développement des Îles Salomon a ensuite rédigé un projet de manuel sur les techniques de réaction, associant les savoirs des peuples autochtones et les savoirs conventionnels.

Bonnes pratiques et enseignements tirés

Le projet est parvenu à recueillir et à relancer les savoirs des peuples autochtones relatifs aux mécanismes d'affrontement – "les savoirs que vous ne pouvez pas déraciner" – démontrant que ces savoirs peuvent renforcer les techniques classiques de réduction des risques de catastrophe, et devraient être préservés et appliqués à plus grande échelle. L'exercice de classement des risques a fait apparaître que la menace la plus fréquente,

Figure 2
Carte de la zone du projet de l'IPAF (îles Salomon)



à Guadalcanal, est celle des inondations, et que viennent ensuite les cyclones, les sécheresses, les tremblements de terre, les glissements de terrain et les tsunamis. Face à ces risques, les populations autochtones de Guadalcanal ont fondé leur système d'alerte précoce – la clé de leur survie – sur leur capacité de prévoir les événements saisonniers en observant les événements du monde naturel qui les entoure et en reliant les uns aux autres.

Les mécanismes traditionnels de préparation aux catastrophes mis en œuvre par les communautés consistent en la remise en végétation de l'estran, en utilisant à cet effet des espèces indigènes, afin de faire face à l'élévation du niveau de la mer, et en une préparation méthodique du ménage avant les cyclones ou les inondations, en coupant par exemple les arbres autour des maisons et en renforçant ces dernières au moyen de roseaux et de branches. La préservation de l'environnement est également imposée par les règles culturelles, avec notamment des restrictions prenant la forme de tabous, de prédictions de malchance ou de superstitions autour de certaines zones et lieux de pêches communautaires afin de les préserver, pour les premiers, de glissements de terrain provoqués par un abattage excessif d'arbres et, pour les seconds, d'une exploitation excessive des ressources de la pêche. Par ailleurs, une gestion prudente et responsable des ressources permet aux communautés autochtones des Îles Salomon de planifier les stratégies d'affrontement nécessaires. Elles diversifient, par exemple, leurs cultures et ont recours à des espèces sauvages pour faire face aux pénuries alimentaires. Les végétaux parvenus à maturité et les fruits cueillis sur les arbres sont récoltés et cuits dans un four enterré en vue de leur préservation et de leur consommation en période de disette. Chaque année, avant la saison sèche, les paysans plantent des kumala (patates douces), différentes variétés d'igname, des taros géants des marais et du manioc sauvage, parce qu'ils savent que ces plantes survivront aux saisons à faible pluviométrie et qu'elles constituent une source sûre de nourriture. Le projet a également documenté le fait que les populations autochtones consomment des plantes comestibles sauvages (napalanku, ialken-apen et karwatu, par exemple) à la place de légumes en périodes de pénurie et à la suite d'une catastrophe, et qu'elles gèrent les ressources marines comme des filets de sécurité, fermant parfois les lieux de pêche jusqu'à ce qu'une ressource se reconstitue.

Le transfert de savoirs d'une génération à l'autre est également une importante réalisation du projet: par le biais du "profil historique" des communautés, les anciens – femmes et hommes – ont transmis leurs savoirs aux jeunes générations. À cet effet, le projet a organisé à l'intention des jeunes des formations consacrées aux pratiques traditionnelles en matière de construction des maisons et de plantation. Les anciens ont rappelé l'utilisation des coquillages (cônes) et des tambours pour la transmission de messages, et souligné l'importance des liens familiaux et des modalités traditionnelles d'aide mutuelle entre les villages comme mécanismes d'affrontement. Cette transmission de savoirs a eu une conséquence importante, à savoir la reconnaissance et l'appréciation par la jeune génération de l'importance de leurs savoirs autochtones, qui a conduit à leur relance et à un regain d'amour-propre.

La documentation des savoirs et des pratiques des peuples autochtones en matière de gestion des risques de catastrophe revêt une importance capitale, en ce qu'elle montre l'avantage que présente l'utilisation de ces savoirs comme outil pour identifier, évaluer et surveiller les risques de catastrophe et pour améliorer l'alerte précoce et les réactions au niveau local. Lorsque les communications avec le monde extérieur sont interrompues – comme c'est souvent le cas avec les petites îles comme les Îles Salomon – on ne peut compter que sur les savoirs traditionnels des communautés autochtones. Il est par conséquent essentiel de renforcer les mécanismes traditionnels de réduction des risques de catastrophe.

Encadré 3: régénération des mangroves dans les Îles Salomon, comme moyen d'adaptation au changement climatique

Titre du projet: Régénération des mangroves pour l'adaptation au changement climatique et l'atténuation de ses effets (financé par le biais du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtone [IPAF] du FIDA)

Organisation responsable: Aoke Langanga Constituency Apex Association (ALCAA)

Site du projet: Îles Salomon

Les mangroves protègent les côtes de l'érosion et des dégâts que peuvent provoquer les ondes de tempête, les courants, l'élévation du niveau de la mer et l'énergie des orages sous la forme des vagues, des marées de tempête et du vent. Les mangroves constituent aussi une zone de reproduction pour de nombreuses espèces de la faune sauvage, et contribuent donc à maintenir l'abondance locale de poissons et de mollusques et crustacés. De nombreuses espèces migratoires dépendent des mangroves pour une partie de leur migration saisonnière. Les mangroves maintiennent aussi la qualité des eaux côtières par la rétention, le piégeage et le recyclage, abiotiques et biotiques, des nutriments, polluants et matières particulaires de sources terrestres, et par le filtrage de ces matières avant qu'elles n'atteignent les habitats des récifs coralliens et des herbiers. En outre, les mangroves appuient les pratiques traditionnelles des populations autochtones, auxquelles elles fournissent: i) des palourdes, des crabes, du poisson et des châtaignes d'eau, recueillis pour être consommés; ii) du bois de construction, du bois à usage artisanal et du bois de feu; iii) des matériaux utilisés pour les équipements de pêche; iv) de la teinture extraite de pigments utilisés pour le traitement des textiles, filets et nasses; et v) des plantes servant à la préparation de remèdes traditionnels. Toutes ces raisons expliquent que la perte de mangroves a de sérieuses conséquences pour les communautés côtières autochtones (Gilman et al. 2006).

Pour stopper la perte de mangroves et protéger les communautés côtières des conséquences de l'élévation du niveau de la mer, le projet a construit des murs en pierres pour piéger le sable, regagner le sol érodé par les vagues et replanter la végétation en utilisant les semences fournies par une pépinière créée par le projet. Les hommes, les femmes et les enfants de la communauté ont participé activement à cette activité du projet.

“Je m'appelle Philip et je suis venu construire les murs en pierre pour protéger nos rivages et les plages de sable en voie d'érosion pour remettre en état ces îles et faire en sorte qu'elles retrouvent leur état originel.”

“Je m'appelle Ben Fidali et je suis ici pour superviser ceux qui tendent les cordes pour délimiter la construction du mur. Ce travail se rattache au changement climatique. Il est très, très intéressant parce qu'il fait participer beaucoup de personnes dans les villages. J'attends vraiment avec impatience le bon résultat de ce travail, et l'avenir de notre peuple dépendra beaucoup de ce travail.”

“Je m'appelle Bruno Salekai Lindsay et je viens de Rade-Aekoa dans le lagon Langalanga. Je suis venu pour travailler à la construction des murs en pierre qui protégeront le sable des vagues et de la mer qui monte, et les renverront dans l'océan. Nos îles disparaissent à cause du réchauffement planétaire et de l'élévation du niveau de la mer, qui résultent du changement climatique.”

Le Premier ministre du gouvernement provincial de Malaita a visité le projet et a exprimé le souhait de l'étendre à d'autres parties de la province.



©FIDA/Pablo Corral Vega

Conservation de la biodiversité

Il existe une étroite corrélation entre les régions où se trouvent les territoires des peuples autochtones et les zones de plus haute conservation de la biodiversité et des ressources naturelles. Les observations scientifiques montrent que les territoires sur lesquels les populations autochtones ont des droits particuliers abritent des niveaux exceptionnellement élevés de biodiversité, et que la diversité culturelle humaine est associée aux concentrations restantes de biodiversité. La biodiversité de la planète ne sera effectivement préservée que si l'on préserve la diversité des cultures, et vice versa. La biodiversité est au cœur de la gestion environnementale et des moyens d'existence des peuples autochtones; la meilleure manière de gérer la biodiversité consiste à utiliser les institutions et les mécanismes de gouvernance les mieux adaptés au niveau de l'écosystème, parmi lesquels les institutions et les mécanismes des peuples autochtones jouent un rôle central (Tauli-Corpuz et al. 2009). Dans leur rôle de gardiens de la biodiversité et de détenteurs de savoirs traditionnels pertinents pour la conservation et l'utilisation durable, les peuples autochtones ont une contribution sans égale à apporter aux initiatives d'atténuation et d'adaptation visant à la conservation de la biodiversité (Galloway McLean 2010).

Coût total du projet:

73,4 millions d'USD

Financement total du FIDA:

42,9 millions d'USD

Prêt du FIDA:

22,9 millions d'USD

Financement**supplémentaire du FIDA:**

20 millions d'USD

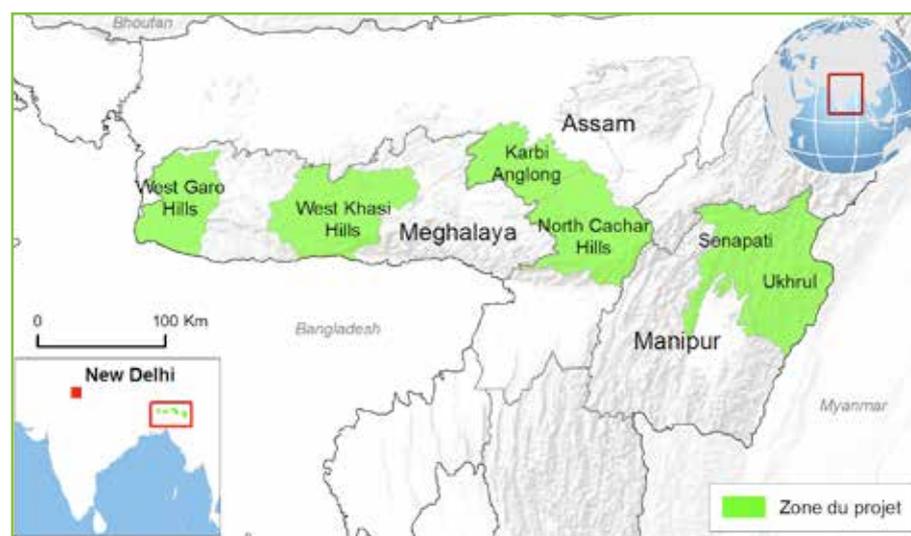
Période d'exécution:

Phase 1: 1997-2008

Phase 2: 2010-2016

ÉTUDE DE CAS: INDE**Projet de gestion des ressources communautaires sur les hautes terres de la région du Nord-Est (NERCORMP)****Généralités**

Dans la plupart des États du nord-est de l'Inde, le couvert forestier représente plus de 60% de la superficie de l'État. On trouve, au total, 51 types de forêts dans la région, schématiquement regroupés en six types principaux (forêts décidues tropicales humides, forêts tropicales semi-sempervirentes, forêts tropicales humides sempervirentes, forêts subtropicales, forêts tempérées et forêts alpines). Ces forêts sont l'habitat de 8 000 espèces de plantes à fleurs sur 15 000. Sur les neuf types importants de végétation rencontrés en Inde, six se trouvent dans la région du Nord-Est, mondialement reconnue pour la richesse de ses pratiques écoculturelles, parmi lesquelles divers savoirs des populations tribales en matière de conservation de la biodiversité et de gestion durable des ressources naturelles. Dans le Nord-Est, les communautés tribales gèrent et préservent la diversité biologique et la variabilité des écosystèmes par l'intermédiaire de diverses institutions formelles et informelles fondées sur leurs savoirs traditionnels. Dans un passé récent, l'interférence de technologies insensibles aux questions culturelles et de l'économie axée sur le marché, à laquelle s'est ajoutée une pression démographique croissante, a eu pour effet un prélèvement non durable de ressources naturelles. Par conséquent, et bien qu'elles constituent la source des moyens d'existence des habitants de la région, ces ressources se dégradent de plus en plus. Le projet NERCORMP, appuyé par le FIDA, visait à améliorer les moyens d'existence de groupes vulnérables par le biais d'une gestion durable de leurs ressources d'une manière qui a contribué à la préservation de la biodiversité locale.

Figure 3**Carte de la zone du projet NERCORMP (Inde)**

Stratégie et activités du projet

La conception du projet répondait à des problèmes antérieurement identifiés dans le nord-est de l'Inde, et notamment l'échec de précédentes initiatives de développement, suivant des approches descendantes et "culturellement ineptes". Le NERCORMP a été conçu en mettant l'accent sur l'environnement et a pour objectif d'en ralentir la détérioration qui se poursuit à un rythme alarmant dans la zone du projet. Le projet vise à accroître l'accès aux techniques agricoles et aux ressources naturelles par le biais du renforcement des capacités des communautés et des organisations tribales traditionnelles d'utiliser les écosystèmes de façon durable, tout en protégeant la biodiversité et en facilitant la sécurité foncière – l'un des objectifs stratégiques du FIDA en Inde.

Chacun des six peuples tribaux vivant dans la zone du programme a son propre système traditionnel de gestion communautaire de la forêt et de la biodiversité; le projet s'appuie par conséquent sur les systèmes existants afin de garantir l'appropriation du projet par les institutions villageoises traditionnelles, qui sont les gardiennes coutumières des ressources communautaires dans la plupart des communautés tribales. Il encourage une approche inclusive du développement, qui passe par la constitution et l'établissement de groupes à assise communautaire, et notamment des groupes d'entraide (SHG) et des groupes de gestion des ressources naturelles (NRMG).

Au titre de la composante Conservation de la biodiversité à assise communautaire, les communautés créent et gèrent leurs propres zones communautaires de conservation (CCA) et formulent des règles et règlements en vue d'une meilleure gestion de leurs ressources naturelles. Le projet a facilité la création de 16 351 hectares de CCA dans 460 villages. Les communautés ont aussi créé des réserves de biodiversité, notamment:

- couloirs pour éléphants
- réserves de bambou
- réserves de captage des eaux
- réserves de barbon de Virginie
- réserves d'hyparrhenia
- foresterie sociale
- sanctuaires de poissons d'eau douce
- jardins d'herbes
- bosquets sacrés et sanctuaires d'orchidées.

Le projet s'est concentré sur la régénération assistée de ces CCA à différents stades de dégradation et/ou de régénération, tout en entreprenant par ailleurs l'aménagement de pâturages et de plantations d'espèces mixtes, ainsi que la protection/régénération d'herbes médicinales et d'arbustes pérennes.

Bonnes pratiques et enseignements tirés

Le projet a été à l'origine d'une forte augmentation des activités de foresterie et d'agroforesterie pratiquées par les ménages bénéficiaires, qui sont passées de 2% au début du projet en 1997, à 45% comme l'a relevé la dernière mission de supervision, en 2014. Des produits forestiers non ligneux très divers sont prélevés dans diverses réserves de ressources naturelles, et utilisés pour la consommation familiale, la vente et la domestication. Les réserves de ressources naturelles sont utilisées à d'autres fins, comme la protection des rivières, le captage des eaux et la préservation de la faune et la flore sauvages.

Au total, 1 589 SHG et 494 NRMG ont été constitués. Les derniers sont les principales organisations communautaires associées à l'exécution des activités du projet; ils incluent

Encadré 4: récits recueillis sur le terrain (Inde)

Sanctuaires servant de refuges aux poissons

Dans le village de Rohbah, nombreux sont ceux, parmi les résidents les plus âgés, qui ont longtemps essayé de préserver les espèces constituant la faune du fleuve Rilang, qui coule en aval en traversant huit villages, vers le village de Mawthapdah. Après quelques années et au terme de consultations, ils ont décidé de motiver d'autres villageois en vue de créer une association et de déterminer un secteur dans lequel établir un sanctuaire pour les poissons. L'association, qui regroupait treize villages et avait choisi le nom de "Association de la zone de Mawthapdah pour la pêche dans le fleuve Rilang", a mis en place un sanctuaire pour les poissons sur le fleuve Rilang près du village de Rohbah. L'occasion de lancement s'est trouvée lorsque Rohbah a été inclus dans le projet NERCORMP-II, où les savoirs des populations en matière de conservation de la biodiversité étaient considérés comme essentiels pour la durabilité de l'écosystème. Le Superintendant des pêches, Nongstoin, et le NERCORMP ont inauguré le sanctuaire le 7 juin 2012. Ce refuge est devenu depuis lors un endroit populaire où se rendent fréquemment les populations locales aussi bien que les touristes. Il a obtenu une récompense de l'État, en remportant le prix attribué par la Campagne Village propre, et un prix pour la préservation de la biodiversité. L'association envisage maintenant d'établir un centre d'élevage de poissons à l'intérieur de la zone allouée au sanctuaire, afin de prévenir l'extinction des espèces autochtones vivant dans le fleuve.

Forêts communautaires pour la conservation et la gestion de la biodiversité

La liaison avec les traditions culturelles a induit des changements d'attitudes et de comportements par rapport à la protection de l'environnement. Grâce au projet, les communautés ont adopté des réglementations rigoureuses pour protéger les réserves forestières communautaires et leur biodiversité, parvenant à un total de 1 860 kilomètres carrés de réserves vertes luxuriantes réparties sur l'ensemble des six districts couverts par le projet. La faune sauvage locale fait son retour dans ces zones nouvellement reboisées et protégées, et pour la première fois depuis de nombreuses années les villageois peuvent profiter des poissons des cours d'eau locaux, des plantes sauvages comestibles et de petits animaux sauvages.

La communauté Garo à Meghalaya possède de vastes savoirs tribaux en matière de conservation, comme en témoignent leurs rituels et leurs cérémonies antiques; les habitants des villages couverts par le projet en ont réservé une partie comme CCA. Les villageois avaient décidé de protéger leur forêt bien avant le démarrage du NERCORMP, mais n'ont pu concrétiser leur désir de conservation de la forêt que lorsque le NERCORMP a commencé à faciliter, à partir de 2007, le processus des CCA auquel de nouveaux villages ont adhéré en 2010. Organisés au sein d'un NRMG, les villageois ont entrepris de planter des essences indigènes telles que *Gmelina arborea* (bambou, connu localement sous le nom de "gambari"), *Tectona grandis* (teck, connu sous le nom de "segun"), *Shorea robusta* (connu sous le nom de "sal"), *Schima walichii* (connu sous le nom de "boldak"), et de protéger les espèces animales locales, parmi lesquelles le gibbon houlock, le loris lent, d'autres singes, le cerf, le lapin, le chat himalaya, le varan, le porc-épic et le sanglier. Pour protéger la zone de

conservation, les villageois en ont interdit l'accès aux personnes qui ne participent pas au NRMG. En cas de violation (abattage d'arbres ou chasse dans la CCA), les villageois ont décidé d'imposer une amende de 5000 INR (approximativement 75 USD), en plus de 100 kilos de riz et d'une vache. La forêt est par conséquent sous protection constante, comme un "Kosi" (un bosquet sacré), selon l'expression de l'un des membres du NRMG, William D. Sangma:

"Nous avons pris la décision de préserver la zone à notre propre avantage. Nous avons décidé à l'unanimité que la zone conservée ne serait pas touchée pendant les huit prochaines années. C'est notre richesse, et nous avons le droit de la protéger et de la préserver."

Punge est un petit village du district de Ukhrul, dans l'État du Manipour, où vivent 25 ménages. À Punge, les villageois ont décidé de créer une "ceinture verte" pour la protection et la conservation de la forêt, et ont adopté des règles et réglementations interdisant toute forme de chasse ou d'abattage d'arbres. L'autorité du village, que font respecter le NRMG et le Punge Mayar-Ngala Long (le Club des jeunes de Punge), a édicté des règles et réglementations qui impliquent et développent activement un sens d'appartenance et de fierté à l'égard de la protection de la forêt. Grâce à la création de la zone communautaire de conservation, les communautés observent une augmentation générale du nombre d'oiseaux et de la faune et de la flore sauvages en général.

Malong Kisir est un village de la tribu Karbi, situé dans le district des South West Khasi Hills, dans l'État de Meghalaya, dans le nord-est de l'Inde, et où vivent 35 ménages. Les croyances traditionnelles des Karbi les encouragent à protéger la forêt, qu'ils considèrent comme sacrée. La forêt communautaire de Mawranglang (que les villageois nomment "Diri Law Adong"), couvre une superficie de 6,93 hectares et recèle de nombreuses espèces végétales (comme *Schima walichii*, *Callicarpa arborea*, *Castanopsis hystrix*, *Cedrela toona*, *Elaeocarpus florobundus* et *Alnus nepalensis*), et animales (chacals, singes, lapins et oiseaux). Le projet NERCORMP-II a choisi Mawranglang afin de préserver sa biodiversité, en associant les villageois à des activités de protection de la diversité biologique, en garantissant des zones de reproduction pour la faune sauvage et en récupérant les plantes médicinales présentes dans la forêt.

Phytothérapie traditionnelle

Dans le village de Rohbah, l'entreprise familiale d'un guérisseur traditionnel a demandé un prêt au SHG local afin de garantir la préservation, le transfert et l'utilisation durable de ses savoirs traditionnels relatifs à l'usage des plantes de la forêt. Le prêt a été accordé à l'épouse du guérisseur traditionnel – elle-même membre du SHG – et a été utilisé pour renforcer l'entreprise familiale dont l'objectif est de soigner au moyen des plantes traditionnelles cueillies dans la forêt. Le guérisseur, bien connu, emploie d'autres villageois pour la collecte des plantes forestières, tout en transmettant ses savoirs à la génération suivante. Le projet n'est pas seulement économiquement viable pour la famille et les villageois employés; il contribue aussi au très précieux processus de transfert des savoirs et d'appréciation de la médecine traditionnelle.

tous les adultes, sont très proches de l'autorité traditionnelle du village et comptent au moins une femme parmi les membres de leur bureau. Il existe une forte cohésion entre les membres des groupes, au sein desquels on observe un sens commun des objectifs et une vision du bien-être collectif. De nombreux groupes de gestion des ressources naturelles gèrent avec succès des actifs communautaires, comme des mini-rizeries, des CCA et des sous-projets d'approvisionnement en eau.

La stratégie de gestion des savoirs mise en œuvre par le projet, qui a pour but de renforcer les processus de partage des savoirs et d'apprentissage au sein des unités opérationnelles et parmi les communautés bénéficiaires, a donné des résultats encourageants. Le NEAT Fest constitue une importante innovation: il s'agit d'une foire commerciale annuelle des SHG, au cours de laquelle sont exposés les produits manufacturés par les bénéficiaires du projet. Le NEAT Fest est aussi une manifestation d'apprentissage communautaire et de renforcement du sentiment de pouvoir des femmes. Le Fest permet aux communautés de partager leurs expériences et de mettre en vedette les meilleures pratiques et les savoirs pouvant être encouragés et partagés dans l'ensemble du projet et avec d'autres parties prenantes. Le projet a mis en lumière le fait que la participation des communautés tribales à la gestion des ressources naturelles renforce leur agroécosystème traditionnel et peut jouer un rôle essentiel dans la prise en compte de la préoccupation clé, qui est de répondre aux demandes d'une population humaine croissante tout en maintenant l'équilibre écologique. Il a également démontré que lorsque les populations tribales sont en mesure d'adopter et de maintenir, pour la conservation de la biodiversité, des règles et des règlements fondés sur les normes, les valeurs et les croyances traditionnelles, leurs communautés font preuve d'une plus grande cohésion et leurs écosystèmes sont mieux protégés.

Encadré 5: conservation de la biodiversité en Amérique latine

Titre du projet: Relance des savoirs traditionnels sur la biodiversité alimentaire et médicinale (financé par le biais du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtones [IPAF] du FIDA)

Organisation responsable: Chirapaq, en collaboration avec la Federación de Club de Madres (FECMA) et le Central de Comunidades Nativas de la Selva Central (CECONSEC)

Site du projet: cinq communautés dans la province de Vilcashuamán (Ayacucho) et cinq communautés dans la province de Junín, Pérou

Bénéficiaires: Populations Quechua et Ashaninca

Le projet avait pour but de protéger les savoirs traditionnels autochtones en matière de ressources biologiques. Dans le cadre d'ateliers de formation en rapport avec la loi No. 27811, qui protège ces savoirs, et d'entretiens avec les détenteurs de ces savoirs, le projet a réanimé l'intérêt de la communauté pour les savoirs traditionnels relatifs aux plantes médicinales. Il a aussi lancé un processus dynamique qui a fait prendre conscience aux membres de la communauté de leurs droits de propriété intellectuelle sur leurs savoirs traditionnels relatifs aux plantes médicinales, et les a rendus désireux de les utiliser pour améliorer leur santé et celle de leur famille, et prêts à diffuser ces savoirs aux communautés voisines dans la région. Le projet était extrêmement opportun, étant donné que la plus grande partie des savoirs traditionnels concernant les plantes et les aliments curatifs disparaissent progressivement.



Encadré 6 : conservation de la biodiversité en Afrique

Titre du projet: Promotion et préservation des pratiques ethno-vétérinaires autochtones parmi les populations Mbororo (financé par le biais du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtone [IPAF] du FIDA)

Organisation responsable: Société pour la protection de la vie animale et de l'environnement

Site du projet: Cameroun

Bénéficiaires: populations Mbororo

Le pastoralisme nomade est un système résilient de production alimentaire qui conserve et protège les parcours et les écosystèmes, par le biais de la mobilité. Les Mbororo, qui sont semi-nomades, déplacent leurs troupeaux vers les vallées au cours de la saison sèche, à la recherche de pâturages frais, de résidus de récolte et d'eau, et remontent vers le plateau pendant la saison des pluies, s'adaptant ainsi et contribuant au bien-être de leur environnement. Les Mbororo traitent leurs animaux suivant des méthodes de médecine ethno-vétérinaire fondées sur les savoirs médicaux traditionnels et les plantes indigènes.

Le projet avait pour but de ranimer les pratiques sanitaires des Mbororo et l'usage des plantes médicinales. Par le biais de la création de jardins d'herbes familiaux, le projet a documenté, évalué et encouragé les traditions sanitaires locales, ainsi que la conservation et l'utilisation durable des plantes médicinales à la lumière de leur pertinence sociale et culturelle. Le projet a réussi à faire renaître la connaissance des plantes médicinales et de la médecine traditionnelle humaine/vétérinaire; il a formé des agents sanitaires communautaires (paravétérinaires), qui utilisent maintenant des plantes médicinales en complément de la médecine "occidentale".





©Proimpa

Sécurité alimentaire et agrobiodiversité

Le changement climatique affecte les systèmes alimentaires des peuples autochtones de diverses manières, qui vont des effets directs sur la production agricole aux changements intervenant dans les marchés, les prix des produits alimentaires et l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement. Les générations successives de populations autochtones ont élaboré des systèmes agricoles divers, complexes et adaptés aux conditions locales, gérés par le biais d'institutions et de techniques traditionnelles. Les systèmes agricoles intégrés fondés sur les savoirs et les pratiques autochtones traditionnels offrent de multiples exemples de systèmes durables et capables d'adaptation, et possédant un potentiel de survie et d'atténuation des effets des grands changements climatiques. La sécurité alimentaire a pour fondements les savoirs et les systèmes/pratiques de production des paysans autochtones à travers le monde, et elle est rattachée à la conservation de l'agrobiodiversité. Les stratégies d'adaptation agricole employées par les peuples autochtones sont diverses, et notamment: adaptation des variétés cultivées et des dates de semis/plantation (comme les cultures associées au Burkina Faso ou la rotation des cultures dans l'Himalaya indien); déplacement des cultures (au Guyana, par exemple, les populations autochtones quittent leurs maisons dans la savane pour s'installer dans la forêt en période de sécheresse, et ont commencé à planter du manioc, leur principale culture de base, dans les plaines d'inondation humides où l'humidité est normalement trop élevée pour d'autres cultures); modification des périodes de chasse et de cueillette en réponse au changement des cycles de migration des animaux; et amélioration des techniques agricoles. La conservation des cultures sur l'exploitation est un processus dynamique, dans lequel les variétés gérées par les paysans autochtones continuent d'évoluer en réponse à la sélection naturelle et humaine, aboutissant à des cultures possédant un meilleur potentiel d'adaptation. Le "kreb", par exemple, est un mélange d'espèces sauvages et cultivées (comme le *Digitaria exilis* ou "fonio")

Première phase: 2001-2004

Titre du projet: Accroître la contribution des espèces négligées et sous-exploitées à la sécurité alimentaire et aux revenus des ruraux pauvres

Zone du projet: État plurinational de Bolivie, Équateur, Pérou, Inde, Népal, Égypte et Yémen

Organisation chargée de la coordination: Bioversity International

Organisations responsables: PROINPA, INIAP, CIRNMA, MSSRF, NARC, LI-BIRD, DRC, AREA

Montant du don du FIDA: 1 410 000 USD

Coût total du projet: 7 166 000 USD

Deuxième phase: 2007-2010

Titre du projet: Autonomiser les ruraux pauvres en renforçant leur identité, leurs possibilités de revenus et leur sécurité nutritionnelle, grâce à l'amélioration de l'utilisation et de la commercialisation des espèces négligées et sous-exploitées

Zone du projet: État plurinational de Bolivie, Équateur, Pérou, Inde, Népal, Égypte et Yémen

Organisation chargée de la coordination: Bioversity International

Organisations responsables: PROINPA, INIAP, CIRNMA, MSSRF, NARC, LI-BIRD, DRC, AREA

Montant du don du FIDA: 1 400 000 USD

Coût total du projet: 3 158 000 USD

Troisième phase: 2011-2015

Titre du projet: Renforcement de la résilience des communautés rurales pauvres face à l'insécurité alimentaire, la pauvreté et le changement climatique par le biais de la conservation sur l'exploitation de l'agrobiodiversité locale

Zone du projet: Népal, Inde et État plurinational de Bolivie

Organisation chargée de la coordination: Bioversity International

Organisations responsables: LI-BIRD, MSSRF and PROINPA

Montant du don: 975 000 USD

traditionnellement utilisé par les pasteurs dans le Sahel. Ces derniers récoltent ces graines dans les prairies ouvertes et gèrent les espèces sauvages de manière à garantir une production durable de semences pour la consommation humaine et pour le fourrage.

ÉTUDE DE CAS: LE FIDA ET LES ESPÈCES NÉGLIGÉES ET SOUS-EXPLOITÉES (NUS)

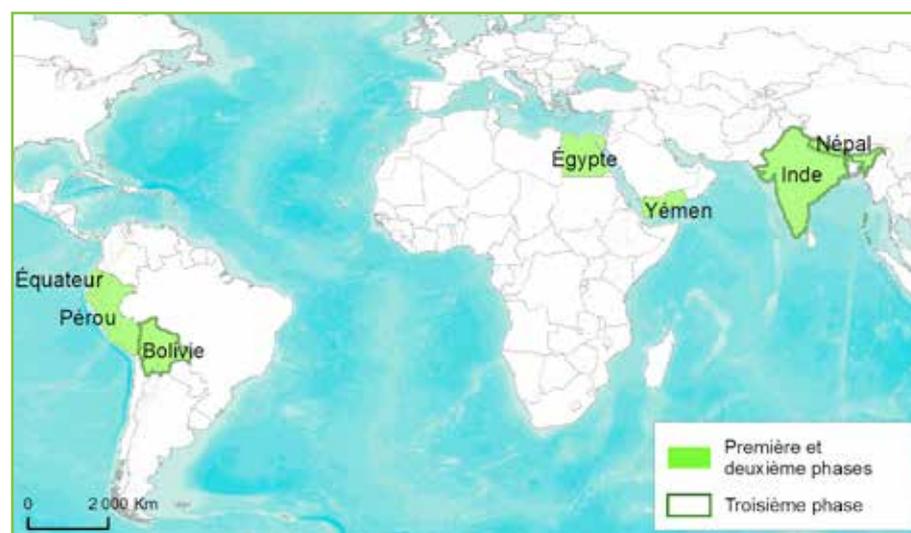
Accroître la contribution des espèces négligées et sous-exploitées à la sécurité alimentaire et aux revenus des ruraux pauvres

Généralités

Il est extrêmement important de reconnaître la précieuse contribution que pourraient apporter les espèces négligées et sous-exploitées (NUS) à la garantie de la sécurité alimentaire, ainsi qu'à la génération de revenus et à l'adaptation au changement climatique. Les NUS composent une vaste collection de ressources phytogénétiques, formée d'espèces cultivées, semi-domestiquées ou sauvages non considérées comme des denrées. Elles ont constitué un filet de sécurité pour les paysans autochtones à chaque fois qu'est survenue une mauvaise récolte des produits de base en période de stress ou à la suite de catastrophes naturelles. La raison en est que les NUS occupent des créneaux importants et sont adaptées aux conditions risquées et fragiles de communautés rurales qui les cultivent dans le respect des savoirs et des pratiques traditionnels, en utilisant des intrants peu coûteux. Les enquêtes ethnobotaniques montrent que des centaines d'espèces de ce type existent encore dans tous les pays, et représentent un immense capital d'agrobiodiversité, pouvant contribuer à l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire.

Les deux premières phases du projet du FIDA relatif aux NUS visaient à améliorer la conservation et l'utilisation durables de ces espèces, et à accroître les revenus et renforcer la sécurité alimentaire des petits agriculteurs et des petites communautés autochtones en Amérique latine, en Asie du Sud et en Asie occidentale, par le biais d'une approche filière holistique. La troisième phase avait pour but d'accroître la résilience des communautés

Figure 4
Carte de la zone du don (FIDA NUS)



rurales face au changement climatique et d'améliorer la sécurité alimentaire par le renforcement de la conservation et de l'utilisation de la biodiversité agricole locale.

Stratégie et activités du projet

La première phase du projet a testé de nouvelles approches, tandis que la deuxième phase a servi au regroupement de données concrètes sur les résultats en termes de revenus et de nutrition. Les espèces végétales ciblées au cours des deux premières phases appartenaient aux trois groupes prioritaires reconnus pour leur rôle stratégique dans le renforcement de la sécurité nutritionnelle des ruraux pauvres et de la génération de revenus, à savoir les céréales andines (comme le quinoa, l'amarante, le canihua, le lupin, etc.), les millets mineurs (comme l'éleusine cultivée, les petits mils et le millet des oiseaux ou sétaire d'Italie, le millet commun, le pied-de-coq, etc.), et les plantes médicinales et aromatiques (comme le *Solenostemma* Argel, les câpres, l'origan, la menthe, le cumin, la coriandre, etc.). La troisième phase du projet du FIDA relatif aux NUS était axée sur trois ensembles d'activités interconnectées:

- mise au point et essai de nouvelles méthodes et de nouveaux outils pour la conservation durable des cultures traditionnelles et des savoirs associés, et intégration du suivi de la diversité au niveau des exploitations;
- promotion d'un programme de conservation complémentaire plus équilibré dans le cadre des programmes nationaux; et
- orientation de la recherche en rapport avec le changement climatique et son impact sur les espèces et les variétés déployées dans les systèmes locaux de production.

Le projet a utilisé des approches, des méthodes et des outils hautement participatifs et à assise communautaire. Les principaux domaines d'action retenus pour la troisième phase étaient les suivants:

- réalisation d'enquêtes auprès des agriculteurs pour déterminer leur perception du changement climatique et du rôle que les cultures et les pratiques de gestion traditionnelles peuvent jouer dans l'adaptation;
- renforcement de la documentation et suivi de la biodiversité agricole, au moyen de méthodologies participatives impulsées par la communauté (comme les Registres communautaires de biodiversité et les Listes rouges pour les espèces cultivées, les cartes de la diversité et de la menace pour les espèces locales);
- promotion de l'utilisation de cultures locales rustiques et poursuite des activités de promotion des filières des millets mineurs et des céréales andines lancées au cours des phases I et II;
- établissement de réseaux d'agriculteurs-gardiens exploitants qui maintiennent les cultures traditionnelles et les savoirs associés, et sont disposés à partager ces savoirs avec les communautés locales; et
- renforcement des capacités d'élaboration de politiques propices et d'une plus grande sensibilisation au rôle des espèces sous-exploitées dans l'adaptation au changement climatique.

Bonnes pratiques et enseignements tirés

Le projet a contribué à documenter l'agrobiodiversité locale; il a évalué les menaces et la compétitivité d'une large gamme de cultures; et il a donné aux paysans autochtones des

capacités accrues dans leurs activités de conservation durable, en mettant spécialement l'accent sur les cultures traditionnelles. Il a aussi créé des mécanismes qui permettent de recueillir et de partager les savoirs des peuples autochtones au niveau local, national et international. Au niveau des politiques, le projet du FIDA relatif aux NUS a renforcé une conservation sur les exploitations favorable aux pauvres en assurant la promotion d'un programme de conservation dans les programmes nationaux et internationaux. Le projet du FIDA relatif aux NUS a joué un rôle particulièrement important en apportant son appui au député indien, le Prof. M.S. Swaminathan, dans sa campagne visant à introduire dans la Loi sur la sécurité alimentaire un amendement prévoyant l'inclusion des "céréales secondaires" hautement nutritives et résilientes dans le Système public de distribution (PDS) du pays; cette intervention a été réalisée en 2013, offrant un exemple pour d'autres pays.

Dans l'État plurinational de Bolivie, le projet a assuré une formation en matière de gestion durable de l'agrobiodiversité à plus de 240 femmes et hommes, aussi bien membres des populations autochtones que praticiens. L'un des résultats principaux se trouve dans la mise au point et l'utilisation d'un engrais biologique pour améliorer la production des cultures résilientes de pomme de terre indigène et d'oca. Les communautés ont contribué à la désignation de 43 agriculteurs-gardiens, qui ont été formés à la compilation du Registre communautaire de biodiversité et aux pratiques de diversification des cultures, et qui donnent aujourd'hui des orientations à d'autres agriculteurs sur les moyens d'améliorer leur utilisation des cultures traditionnelles et de faire face au changement climatique. Des jardins de la diversité des cultures et des banques communautaires de semences ont été créés dans chaque communauté pour sauvegarder la pomme de terre indigène, l'oca, l'ulluco, le canihua, le quinoa et d'autres cultures andines. Plus de quinze Foires de la biodiversité ont été organisées, attirant la participation de centaines d'agriculteurs qui ont échangé des semences, pris connaissance des pratiques de gestion durable, et goûté des plats préparés avec des produits agricoles locaux.

En Inde, plus de 1 800 paysans ont bénéficié, dans les villages cibles des États du Tamil Nadu, du Madhya Pradesh et de l'Uttarakhand, d'une formation portant sur des thèmes comme les bonnes pratiques agronomiques et les stratégies de renforcement de la résilience face au changement climatique. Des enquêtes d'agrobiodiversité ont été conduites pour recueillir des informations sur les cultures locales et leur utilisation. Des informations ont également été collectées sur les variétés menacées et disparues, parallèlement à la désignation participative de plus d'une centaine d'agriculteurs-gardiens dont le travail a obtenu des récompenses dans le cadre des foires aux semences. Les savoirs tribaux mis en commun au cours de la formation ont ensuite été utilisés pour la production d'un livre de recettes utilisant les petits millets comme ingrédient de base. Des banques communautaires de semences ont été créées sur les sites du projet, et sont maintenant gérées par des groupes locaux de femmes et d'agriculteurs. Le projet a mis en place 17 centres de ressources à assise communautaire, qui ont fourni aux agriculteurs 21 variétés de semences améliorées et des technologies de transformation.

Au Népal, les activités de formation ont ciblé le rôle des banques de semences communautaires dans l'amélioration et la gestion de l'entreposage des semences. Les ateliers organisés à propos de la gestion de ces banques ont abouti à d'importants résultats, comme l'identification de NUS et, par la suite, la distribution de semences à plus de 800 agriculteurs. Des informations ont été recueillies sur des variétés menacées ou disparues, et des liaisons ont été établies avec la banque nationale de gènes. Des résultats particulièrement intéressants ont été obtenus en ce qui concerne la documentation des systèmes utilisés par les peuples autochtones pour la conservation sur l'exploitation.

Les peuples autochtones luttent contre la perte de leurs systèmes alimentaires traditionnels et de leur patrimoine culturel. Il est à la fois nécessaire et urgent de constituer une documentation à assise communautaire sur les savoirs et les pratiques en matière de conservation, et sur l'utilisation des NUS. Les savoirs locaux doivent être recueillis, documentés et intégrés aux programmes de recherche et de développement. Les variétés communautaires prises en compte dans le système de suivi de l'agrobiodiversité (la Liste rouge pour les espèces cultivées) introduit par le projet du FIDA relatif aux NUS devraient être davantage promues et diffusées à d'autres pays, afin de prévenir la perte de variétés résilientes et nutritives. À cet égard, les structures organisationnelles existantes au sein des communautés constituent des acteurs stratégiques dans les interventions s'intéressant à la documentation et au suivi participatifs à assise communautaire de la diversité des cultures et des savoirs connexes. Les communautés devraient être pleinement associées à ces activités de conservation sur les exploitations, et il conviendra d'apporter un soutien approprié à leurs capacités de mener de telles activités.

L'innovation faisant appel aux savoirs des peuples autochtones ou qui les intègre dans de nouvelles techniques aboutit à un renforcement des systèmes autochtones de production alimentaire et à une amélioration de la sécurité alimentaire, à une gestion améliorée et plus durable des écosystèmes fragiles, et à un renforcement des mécanismes d'affrontement face au changement climatique. L'innovation et l'introduction de nouvelles techniques doivent mobiliser la grande richesse que constituent les plantes locales, dont les potentiels pour les moyens d'existence sont encore dans une large mesure inexploités. Il est toutefois essentiel, pour que les nouvelles pratiques et techniques soient fonctionnelles et acceptées, qu'elles soient compatibles avec les systèmes traditionnels des peuples autochtones et qu'elles les améliorent. Le Q'eqchi (mayan) responsable d'un projet de l'IPAF au Belize l'a exprimé dans les termes suivants:

"Le village de Midway a entrepris le projet conformément à la tradition, mais il a aussi créé une nouvelle association de paysans pour travailler avec le Ministère de l'agriculture. Dix agriculteurs de Midway ont délimité des terres et les ont défrichées manuellement, comme toujours, mais ils ont aussi envoyé des échantillons de sol au laboratoire pour analyse. Ils ont appris à appliquer de la chaux blanche pour équilibrer le sol, et de l'engrais biologique pour le préparer. Ils ont choisi, comme toujours, des semences traditionnelles, mais ils les ont traitées à la chaux blanche pour prévenir les infestations. Comme ils l'ont toujours fait, ils se sont réunis pour effectuer les semis en commun, mais en appliquant de nouvelles techniques qui renforcent le sol plutôt que de l'épuiser. Ils ont également appris à préparer leurs propres engrais biologiques et pesticides à partir d'ingrédients traditionnels qu'ils connaissent et en lesquels ils ont confiance."

Il faut appuyer l'élaboration de politiques au niveau national et international, et renforcer la collaboration entre les institutions actives dans le domaine des NUS. De nouvelles méthodes et de nouveaux outils devront être mis au point et testés en partenariat avec les agriculteurs autochtones et les acteurs des filières afin qu'ils soient mieux à même de conserver durablement les cultures traditionnelles et les savoirs associés au niveau des exploitations.

Les NUS ont un avantage comparatif sur les cultures de base, pour plusieurs raisons: adaptation aux conditions locales, apports nutritionnels, et résilience face aux conditions climatiques défavorables. Ces espèces et les abondants savoirs traditionnels qui leur sont associés constituent un allié stratégique au sein des agroécosystèmes durables et productifs, contribuant à leur résilience face au changement climatique et à la détresse économique, tout en promouvant des systèmes alimentaires traditionnels et sains.

Encadré 7: récits recueillis sur le terrain (État plurinational de Bolivie)

Doña Viviana est une agricultrice de 40 ans qui vit à Cachilaya, une communauté d'environ 120 familles sur les rives du lac Titicaca, dans la province de Los Andes, dans l'État plurinational de Bolivie. Doña Vivi est la gardienne de 105 variétés de pommes de terre, 8 variétés de quinoa et deux variétés de lupin et d'avoine (à usage de fourrage). C'est son grand-père qui lui a légué ses 30 premières variétés de pomme de terre; elle en a ensuite acheté d'autres sur le marché et elle a procédé, pour enrichir sa collection, à des échanges avec d'autres femmes de la province de Camacho (d'où proviennent la plupart de ses semences). Grâce au projet, elle a suivi un stage de médecine traditionnelle, et elle est maintenant capable de se soigner elle-même avec des herbes si elle tombe malade. Elle a aussi appris à préparer du pain et des biscuits en utilisant du quinoa, grâce à un atelier de cuisine organisé par le projet. Elle présente avec fierté sa collection variétale lors des foires de la biodiversité auxquelles elle participe régulièrement.

“J'aime conserver différentes variétés de quinoa parce que leurs couleurs sont si jolies, et qu'en plus elles sont si nutritives pour nous! Je les sème toutes chaque année, dans cinq sillons de ma petite parcelle, de manière à obtenir mes semences pour l'année suivante. J'aime gagner des prix dans les foires de la biodiversité. L'année dernière, j'ai remporté le premier prix.”

La réussite du projet a été mise en lumière par M. Alvaro Otondo Maldonado, de l'Institut national bolivien pour l'innovation dans les domaines de l'agriculture et de la foresterie, qui a déclaré à ce propos:

“Nous reconnaissons que les agriculteurs-gardiens constituent un atout stratégique, et qu'ils aident la Bolivie à utiliser et à sauvegarder la riche et précieuse diversité variétale que l'on trouve sur ses exploitations et dans la nature, afin de réaliser, à l'avenir, des systèmes agricoles durables pour la nutrition et la sécurité des revenus. [Nous exprimons notre] gratitude aux agriculteurs-gardiens pour le travail accompli au fil des siècles pour préserver la diversité de notre patrimoine et la conscience connexe de sa valeur, puisque aujourd'hui ce n'est pas seulement la Bolivie, mais aussi le reste du monde qui cherche des cultures capables de s'adapter aux défis climatiques actuels.”



©FIDA/GMB Akash

Gestion des ressources naturelles

Les terres et les territoires habités par les peuples autochtones à travers le monde sont riches en ressources naturelles. Les peuples autochtones ont, au fil des générations, mené des expérimentations et joué le rôle de gardiens, et ont accumulé un vaste ensemble de savoirs sur la gestion et l'utilisation durables de ces ressources. Le respect de la continuité de ces savoirs et des pratiques d'utilisation et de gestion durables de ces ressources est assuré par un ensemble de règles, de croyances et de tabous, qui font partie de leur droit coutumier et de leur spiritualité. Les peuples autochtones connaissent bien les plantes, les animaux et les phénomènes naturels des écosystèmes et du milieu qui les entoure. Cette riche connaissance, jointe à leur étroite relation avec leurs terres, leur a permis de vivre en harmonie avec la nature. La gestion des ressources naturelles a pour objectifs l'autonomie et la durabilité. Ainsi, le système de gestion des ressources naturelles de la population Naxi, dans le village de Yuhu en Chine, est intimement lié à leurs pratiques sociales, culturelles et spirituelles, ainsi qu'aux systèmes économique, politique, judiciaire, médical, technologique et éducatif. Les principes de gestion des ressources naturelles sont établis par le droit coutumier et transmis d'une génération à l'autre par le biais des traditions orales, ou par la pratique quotidienne au sein de la famille et entre les anciens et les jeunes de la communauté. La gestion des ressources naturelles inclut les activités des peuples autochtones en rapport avec les mondes matériel et spirituel, et fait partie intégrante des activités de la vie quotidienne dans le village (He Hong Mu Xiuping et Eliza Kissya avec Yanes, AIPP 2010).

Coût total du projet:

66,4 millions d'USD

Financement total du FIDA:

27,12 millions d'USD

Prêt du FIDA:

26,56 millions d'USD

Don du FIDA:

0,56 million d'USD

Période d'exécution:

2008-2016

ÉTUDE DE CAS: PHILIPPINES**Second Projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera (CHARMP 2) – Philippines****Généralités**

La Région administrative de la Cordillera (CAR) est enclavée, montagneuse et isolée du fait de l'insuffisance des infrastructures. Une sévère pauvreté persiste dans les régions montagneuses et les hautes terres de la CAR, essentiellement peuplées de populations autochtones pratiquant l'agriculture. La persistance de la pauvreté combinée à la croissance démographique a placé les agriculteurs sous une énorme pression, les incitant à convertir les forêts en terres agricoles, avec pour conséquence une sévère déforestation, l'érosion de la terre et la dégradation du bassin versant.

Le projet en cours reproduit à plus grande échelle les approches du premier Projet de gestion des ressources agricoles des hautes terres de la Cordillera (1996-2004). Il se concentre sur les zones les plus pauvres de chacune des provinces de la région – Abra, Apayao, Benguet, Ifugao, Kalinga et Mountain. Le projet a pour objectifs d'accroître le revenu des ménages d'agriculteurs pauvres grâce à un développement agricole durable, et une meilleure qualité de vie des communautés ciblées, en améliorant la sécurité foncière, la sécurité alimentaire et la conservation du bassin versant. Le projet est dans le droit fil du Plan de développement à moyen terme des Philippines, de la composante Gestion communautaire des forêts du Plan directeur pour le développement de la foresterie, et du Plan de développement régional de la région de la Cordillera, qui a pour buts la croissance et la diversification économiques, l'utilisation durable des ressources naturelles, le développement social et humain et la protection de l'intégrité culturelle.

Figure 5**Carte de la zone du projet CHARMP 2 (Philippines)**

Stratégie et activités du projet

La stratégie et les activités du projet sont fondées sur les caractéristiques innovantes du premier projet pour la Cordillera, à savoir: approches participatives de la planification du développement et de la gestion des ressources naturelles au niveau de la communauté; appui à l'attribution de titres fonciers pour les domaines ancestraux/les terres; et recensement et documentation des meilleures pratiques dans l'application des systèmes et pratiques des savoirs autochtones. En outre, le projet introduit de nouvelles formes d'innovation par le biais d'une approche, se développant sur deux axes, qui stimule l'adoption de systèmes et pratiques améliorés associés aux savoirs autochtones, et la commercialisation des produits des populations autochtones par le biais de l'établissement de filières et de liaisons commerciales appropriées, s'appuyant sur ces systèmes et pratiques améliorés, sur de meilleures pratiques de gestion de la terre et de la forêt, et sur le développement de la filière agroalimentaire.

Cette deuxième phase renforce les systèmes participatifs de suivi et d'évaluation du projet, ainsi que la capacité des populations autochtones et de leurs conseils des anciens de prendre en charge la gestion de la forêt. La gestion des ressources naturelles, les activités agroalimentaires et les activités d'investissement pour le développement de l'infrastructure relèvent du plan de développement durable et de protection du domaine ancestral, exécuté et évalué par les membres de la communauté – collectivement ou individuellement.

Des unités appartenant aux autorités locales appuient la mise en place et la gestion de trois pépinières dans des emplacements accessibles aux agriculteurs des provinces cibles. Les trois pépinières multiplient les jeunes plants des essences appropriées, en accordant une attention particulière à la multiplication des espèces forestières indigènes. Ces jeunes plants sont ensuite utilisés pour appuyer les activités de reboisement et d'agroforesterie des communautés rurales pauvres, avec pour perspective le renforcement de la gestion de la forêt des hautes terres et du bassin versant.

Le projet introduit l'agroforesterie, les cultures multiples et la conservation du sol pour améliorer l'adaptation de l'agriculture au climat, en appliquant les pratiques traditionnelles des peuples autochtones. Dans le cadre de l'assistance aux projets, des

©FIDA/GMB Akash



unités appartenant aux autorités locales ont élaboré leurs propres plans concernant le bassin versant afin de mieux intégrer les stratégies d'adaptation et d'atténuation, en particulier dans le secteur de l'agriculture et des ressources naturelles.

Bonnes pratiques et enseignements tirés

Le projet a notamment eu les résultats suivants: plantation de jeunes plants sur 6 300 hectares, réalisée par 150 organisations populaires de reboisement et 163 organisations populaires d'agroforesterie; construction de 37 systèmes communautaires d'irrigation couvrant 650 hectares; et création de 23 systèmes d'adduction d'eau potable desservant 4 000 ménages ruraux. Dans l'ensemble, 70 000 ménages ont bénéficié du projet. Les activités de reboisement et d'agroforesterie, combinées à des mesures adéquates de prévention des incendies, ont créé au moins 10 500 hectares de nouveau couvert végétal, ce qui aidera à lutter contre la fragmentation de la forêt et contribuera au piégeage du carbone.

Le projet a introduit un certain nombre de nouvelles approches dans la Région administrative de la Cordillera, notamment: le plan de développement et de protection durable du domaine ancestral; l'approche axée sur un engagement pour le reboisement et les fermes-écoles; les plans de développement des entreprises et leurs approches d'intégration aux filières; l'approche du suivi participatif; et l'approche adaptable et ascendante du développement impulsé à l'échelon local. Il documente les systèmes de gestion de la forêt utilisés par les peuples autochtones, en vue d'améliorer les réglementations en la matière dans le respect des valeurs et des traditions de ces populations.

Les activités du projet ont été exécutées sans heurts dans les *barangays* (villages) où les pratiques des peuples autochtones ont été respectées, ce qui démontre l'intérêt de l'exécution des activités des projets par l'intermédiaire des institutions des peuples autochtones et suivant leurs pratiques. Tel a été par exemple le cas du système *Lapat* (*lapat* signifie "interdire" ou "réglementer"), une pratique autochtone de régulation de l'utilisation des ressources naturelles par le biais des lois coutumières, adoptée par le projet pour garantir la participation et l'appropriation par la communauté des activités du projet. De même, les systèmes coopératifs *pango* et *ab-abbuyog*, fondés sur un échange de main-d'œuvre gratuite pour les projets communautaires ou familiaux, ont été adoptés pour promouvoir l'unité et la participation aux activités du projet.

Encadré 8: récits recueillis sur le terrain (Philippines)



©FIDA/GMB Akash

Le projet a adopté une approche hautement participative, appuyant son intervention sur les institutions et les pratiques des peuples autochtones. Dans la province de Kalinga, par exemple, les communautés autochtones ont le plus grand respect pour la parole de leurs anciens; par conséquent, le personnel du projet a pris soin, en prenant contact avec les communautés, de rendre hommage aux anciens et aux dirigeants afin de garantir la participation de la communauté au travail de reboisement du projet. Grâce à l'engagement des anciens, le projet de reboisement à Kalinga a été en mesure d'établir 48 pépinières, qui ont produit 1,7 million de jeunes plants, dont 1,6 million ont été plantés sur une superficie de 626 hectares.

À Kalinga, le projet a utilisé le système coopératif traditionnel *ab-abbuyog* pour faire en sorte que l'ensemble de la communauté participe à ses activités. Le système consiste en un échange de main-d'œuvre gratuite au sein de la communauté. Les systèmes *gibbon* et *pango* sont d'autres exemples de travail communautaire gratuit. Dans le barangay de Poblacion, les communautés ont eu recours au système *gibbon* (fondé sur la coopération entre les membres de la communauté pour accélérer les travaux communautaires) pour le repiquage des jeunes plants. Grâce à cette pratique traditionnelle, la communauté est parvenue à repiquer 10 088 jeunes plants en une seule journée, réduisant ainsi la durée et le coût de ce travail. Dans le barangay de Bao-Yan, dans la municipalité de Boliney, le projet s'est fondé sur le système traditionnel *pango*, un système coopératif autochtone qui fournit de la main-d'œuvre gratuite à l'appui de l'exécution de projets entrepris à l'initiative de la communauté ou de la famille.

Ferdinand G. Solomon, Animateur communautaire, formule le commentaire suivant:

"Il est bon de se souvenir, dans la planification des projets, du système coopératif pango et de sa mise à disposition de main-d'œuvre gratuite. Étant donné qu'il est facile à adopter et commode, je crois que le système pango est applicable dans d'autres domaines, parce qu'il favorise aussi l'unité, la coopération et la participation des femmes comme des hommes."

Encadré 9: gestion des ressources naturelles en Afrique

Titre du projet: Projet d'appui à la valorisation des territoires et des terres traditionnelles des populations autochtones Pygmées (financé par le biais du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtone [IPAF] du FIDA)

Organisation responsable: Programme pour le développement et l'intégration de la population Pygmée au Kivu

Site du projet: République démocratique du Congo

Bénéficiaires: populations Bambuti, Batwa et Babuluko

Les populations Bambuti, Batwa et Babuluko dépendent historiquement de la forêt, qui constitue le fondement de leur identité, de leur culture et de leurs moyens d'existence. Le projet a aidé les populations Bambuti, Batwa et Babuluko à recouvrer l'utilisation de leurs forêts traditionnelles. En procédant à une planification participative et en réunissant des comités de gestion, le projet a produit cinq cartes (une pour chaque forêt et une carte générale les reprenant toutes) en vue de les soumettre, à Goma, au bureau du Ministère des affaires foncières. Après la cartographie, les communautés ont procédé à une "analyse de biodiversité" des ressources de la forêt (et notamment les variétés de faune sauvage, d'arbres et de plantes et les espèces de poissons dans le fleuve) dans une perspective de conservation et d'utilisation durable.

Grâce au projet, les populations Bambuti, Batwa et Babuluko ont recouvré leurs pratiques traditionnelles en matière de gestion de la forêt; leurs liens avec les forêts – si essentiels à leur identité en tant que peuple – ont été juridiquement reconnus, et elles ont été en mesure d'améliorer leurs moyens d'existence grâce à l'utilisation durable des ressources forestières.



Encadré 10: gestion des ressources naturelles en Amérique latine

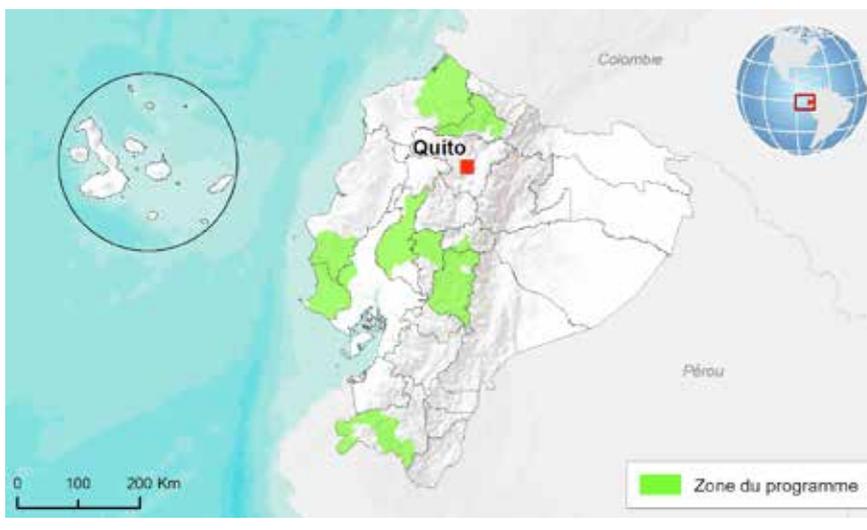
Titre du projet: Programme d'appui aux territoires ruraux Buen Vivir

Institution responsable: Ministère de l'agriculture, de l'élevage et de la pêche

Site du projet: Équateur

Bénéficiaires: peuples autochtones et populations d'origine africaine

Le programme est un modèle de développement prenant en compte la culture et l'identité. Il est fondé sur le concept autochtone de *sumac kawsay* (ou *buen vivir* – bien vivre) et axé sur l'appui aux savoirs et pratiques traditionnels des peuples autochtones en matière de gestion des ressources naturelles, d'ethno-agroécologie et de gestion de l'eau, et sur la systématisation et la transmission de ces savoirs. Les communautés autochtones formulent, exécutent et suivent les initiatives visant à améliorer leurs moyens d'existence sur la base d'une utilisation de leur environnement et de leurs ressources naturelles de manière durable. Entre autres activités, le programme met en œuvre des systèmes de production agroécologiques, en développant des infrastructures productives à petite échelle (irrigation, entreposage et transformation, industrie agroalimentaire et énergie renouvelable) tant au niveau des familles qu'au niveau communautaire, comme moyens d'assurer le développement des peuples autochtones en fonction de leurs besoins et de leurs décisions, et dans le respect de leur environnement et de leurs ressources.





©FIDA/Cristóbal Corral

Pastoralisme

Le terme de pastoralisme désigne à la fois une activité économique et une identité culturelle, dont les aspects essentiels résident dans l'interaction entre les personnes, les animaux et l'environnement, ainsi que l'élaboration de systèmes souples de gestion des ressources (parmi lesquels la gestion communautaire des terres et les droits non exclusifs sur les ressources en eau). Des formes adaptatives d'institutions coutumières régissent encore de nombreux aspects de la vie pastorale, combinant souvent des aspects appartenant à deux types d'organisations – coutumières et formelles (FIDA 2014). On estime que le pastoralisme est pratiqué dans plus de 100 pays, par 100 à 200 millions de personnes, sur 25% de la surface continentale de la planète (UICN ESARO 2011, 2012). Les systèmes pastoraux traditionnels préservent les écosystèmes naturels par le biais de l'élevage extensif et du pâturage en rotation, et par l'utilisation de divers types de bétail. Les nomades procèdent à une sélection de leurs troupeaux sur plusieurs générations afin qu'ils soient bien adaptés à leurs conditions environnementales souvent rudes et variables. Cette approche a produit de nombreuses races différentes et a contribué au maintien de la biodiversité parmi les animaux domestiques. En Afrique de l'Est, par exemple, les pasteurs Maasaï élèvent des bovins, des caprins et des ovins, et déplacent leurs troupeaux tout au long de l'année afin d'optimiser l'utilisation des parcours pour obtenir la production maximale de viande et de lait. Ils savent reconnaître les végétaux propices à l'augmentation de la production de lait, et ceux qui contribuent à engraisser le bétail et à améliorer sa santé. Ces savoirs sont particulièrement importants au cours des années exceptionnellement sèches, lorsque les Maasaï doivent prendre des décisions sur diverses questions: où mener paître leurs troupeaux, quelles sont les herbages qui reprennent plus rapidement que les autres et, en fonction de la disponibilité de ressources, quels animaux abattre en premier. En Iran, les communautés nomades Qashqai jouent un rôle important dans le soutien à la production alimentaire, tout en

préservant, dans le même temps, les pratiques immémoriales de gestion du bétail dans les zones du pays sujettes à la sécheresse. Certains des pasteurs s'adaptent aux impacts du changement climatique, comme les sécheresses et la moindre disponibilité de terres de parcours, en modifiant le calendrier de la migration conduisant les troupeaux des parcours d'été à ceux d'hiver, et en prolongeant les itinéraires de migration. Les communautés pastorales africaines possèdent une longue expérience de l'élaboration de stratégies locales d'adaptation pour faire face à des phénomènes météorologiques extrêmes comme les sécheresses. Les changements que connaît actuellement le climat et les impacts qui en découlent exercent néanmoins une forte tension sur le potentiel d'adaptation de nombreuses populations autochtones et pastorales de la région. La désertification croissante, les limites imposées à la migration et à la mobilité, et la destruction de la biodiversité ont des conséquences de grande portée, qui vont d'un accroissement des conflits pour les ressources à des changements dans les traditions (Galloway McLean 2010).

ÉTUDE DE CAS: TCHAD

Projet d'hydraulique pastorale en zone sahélienne (PROHYPA) – Tchad

Généralités

Au Tchad, le potentiel de la ressource pastorale demeure largement inexploité du fait du nombre insuffisant de points d'eau et de passages protégés pour le bétail entre les zones agricoles. Ces lacunes contraignent souvent les pasteurs à réduire leur mobilité et à utiliser les ressources en eau des populations sédentaires, avec pour résultat de sérieux conflits. Dans la bande sahélienne, les conditions climatiques extrêmes – allant de la sécheresse aux inondations provoquées par des précipitations torrentielles – ont pour conséquences l'érosion du sol, la désertification et la concurrence entre différents groupes ethniques pour des ressources naturelles peu abondantes. Dans ce contexte, les systèmes de nomadisme et de transhumance ont donné la preuve d'une grande efficacité

Coût total du projet:
39,5 millions d'USD

Prêt du FIDA:
19,5 millions d'USD

Période d'exécution:
2010-2015

Figure 6
Carte de la zone du projet PROHYPA (Tchad)



en termes environnementaux, économiques et sociaux parce qu'ils sont bien adaptés à une végétation à faible indice de croissance et aux écosystèmes fragiles. Suivant des schémas de migration souples, ces systèmes tirent le meilleur parti des disponibilités saisonnières en ressources naturelles et peuvent s'adapter au changement des conditions environnementales. Les pasteurs Peuls Mbororo vivent dans la région ciblée par le projet. Grâce à leurs pratiques d'élevage extensif et de pâturage en rotation, et à l'utilisation de divers types de bétail, ils préservent leurs écosystèmes naturels. Le pastoralisme nomade, tel qu'il est pratiqué par les Peuls Mbororo, est un système résilient de moyens d'existence bien adapté aux milieux difficiles. Toutefois, le changement climatique a rendu plus difficile l'accès aux ressources en eau. Le projet avait pour but principal d'améliorer l'accès à l'eau pour les pasteurs nomades et leurs animaux afin de réduire leur vulnérabilité et d'appuyer le mode de vie de leurs communautés.

Stratégie et activités du projet

Le projet a appuyé la politique gouvernementale de renforcement des systèmes d'élevage nomades et de rupture avec la sédentarisation des communautés transhumantes, faisant ainsi des communautés de pasteurs les acteurs clés dans l'exécution des politiques pastorales. Il était également conforme à l'objectif stratégique du FIDA consistant à améliorer l'accès aux ressources en eau et leur gestion durable, en vue de résoudre les litiges entre communautés en rapport avec l'eau.

À cet effet, le projet s'est concentré sur la planification et la gestion des infrastructures hydrauliques à usage pastoral par l'intermédiaire des institutions locales et de commissions de gestion des litiges, auxquelles ont participé les chefs traditionnels (chefs des tribus transhumantes). Il a sécurisé les systèmes de transhumance par l'établissement de points d'eau, et délimité des couloirs de transhumance dans les parties centrale et occidentale du Tchad, comme moyens d'adaptation au changement climatique. Le PROHYPA a placé les divers comités et leurs membres au cœur du processus de détermination, de sélection des sites, d'exécution et de suivi des activités.

Cette méthode d'intervention reposait sur des diagnostics participatifs, d'où il est ressorti que, pour les pasteurs, la préoccupation/priorité première était l'accès de leurs animaux à l'eau et aux soins de santé. Après le diagnostic participatif, le projet a placé les animaux au centre de sa stratégie et a adopté une approche holistique incluant le milieu, l'animal et le berger, afin d'orienter les activités de la composante intitulée "Services de base aux communautés de transhumants".

Les cartes nécessaires au projet ont été construites suivant une approche participative. La conception cartographique était fondée sur un processus en trois étapes. La première étape, celle du recueil des données, a été axée sur la détermination des sites où seraient implantées les structures hydrauliques, au moyen d'un diagnostic participatif pastoral et hydrogéologique. La deuxième étape était consacrée au traitement et à la validation des données par les différents acteurs concernés, et la troisième étape a été celle de la production des cartes.

Bonnes pratiques et enseignements tirés

Le projet a très largement contribué au renforcement de la résilience des communautés de pasteurs; la mobilité pastorale a été assurée et le pastoralisme est devenu à la fois plus productif et plus résilient. En effet, le projet s'est traduit par des progrès significatifs en termes de cohésion sociale, et par la relance et l'amélioration des pratiques de gestion traditionnelles appliquées aux structures hydrauliques, permettant aux populations transhumantes de s'adapter aux chocs externes en rapport avec le changement climatique

et la dégradation des terres de parcours. En conséquence, le projet a réduit les conflits et a conduit à une meilleure gestion des conflits lorsqu'ils ont surgi.

Les couloirs de transhumance contribuent à la sécurisation de la mobilité pastorale. Ils facilitent en effet le passage des troupeaux vers les zones de pâturage, en évitant tout empiètement sur les zones cultivées. Les couloirs anciens et préexistants ont été remis en état et améliorés, et sont gérés par un comité conjoint présidé par une autorité administrative ou par un chef de district. Ces comités assurent aussi la gestion des conflits et la surveillance des couloirs.

Le projet a adopté une approche participative holistique, non sectorielle et à assise communautaire, donnant aux parties prenantes locales la possibilité de jouer un rôle central dans tous les processus décisionnels. Il a permis de produire quatre cartes thématiques, qui sont devenues des outils importants pour l'exécution des politiques, plans et programmes du Ministère de l'hydraulique urbaine et rurale, visant au renforcement des systèmes pastoraux au Tchad:

- la carte des travaux pastoraux joue un rôle important dans la future création de points d'eau dans la zone par le Ministère de l'hydraulique urbaine et rurale. Elle fait apparaître les zones où existe une forte concentration de points d'eau et celles dans lesquelles il n'en existe pas. La reproduction de cette expérience faciliterait l'établissement de points d'eau partout où ils sont nécessaires, et devrait être étendue à l'échelle nationale.
- la carte de l'utilisation des terres permet de visualiser les formations spatiales de la végétation et leur niveau de dégradation, les zones cultivées, l'état du sol et l'état des ressources naturelles. Cette base de référence rend possible une mesure de l'impact de la variabilité climatique ou de la pression animale autour des points d'eau. On peut ainsi déterminer les changements/modifications en vue de la prise de décisions au niveau national/gouvernemental.
- la carte de la mobilité offre une vue d'ensemble des ressources naturelles, des axes de transhumance existants, des aires de stationnement au cours de la saison sèche, et des zones sensibles où des conflits sont possibles.
- la carte de la concentration permet de comptabiliser le nombre de têtes de chaque espèce (camélidés, bovins, ovins et caprins) dans la zone desservie par chaque point d'eau et de déterminer ainsi les zones de forte concentration.

Les techniciens de l'élevage et les populations de pasteurs transhumants peuvent utiliser les cartes de la mobilité et de la concentration pour faciliter l'orientation de grands troupeaux vers les plus grandes mares afin d'éviter une concentration excessive et les risques significatifs de conflit autour des mares de plus petite taille. Pour son programme national de recensement, le Ministère de l'élevage a basé son approche sur la détermination des zones de concentration au moyen des cartes élaborées par le projet.

Le projet a produit un autre instrument utile: le Guide méthodologique pour le diagnostic pastoral. Cet outil établit la base de référence pour le pastoralisme au début du projet, fournissant des données comparatives fiables en vue de l'évaluation ultérieure du projet et de ses avantages par rapport à ceux d'initiatives antérieures. Le guide aborde également des questions concernant les utilisateurs potentiels des points d'eau, les terres desservies, les modes de gestion des points d'eau, les règles d'accès aux ressources pastorales, le rôle des femmes dans le pastoralisme et les méthodes d'identification et de gestion servant à la résolution des conflits.

Le PROHYPA a documenté un certain nombre d'expériences et d'activités qui ont contribué au débat national et à la concertation sur les politiques publiques à propos du

développement du pastoralisme. Cette concertation a été alimentée par la concertation en cours entre les parties prenantes, les partenariats en collaboration et dynamiques aux niveaux local, régional et national, et a entraîné un regain de respect et de renforcement des pratiques locales.

Les bénéficiaires ont été associés à toutes les étapes du processus: détermination des sites, construction et gestion des structures hydrauliques, et développement pastoral. Organisés en comités, ils ont été habilités à surveiller les travaux quotidiens. L'avantage de cette approche tient au fait qu'elle a encouragé un sentiment d'appropriation et de durabilité; étant donné que la conception des activités du projet reposait sur les savoirs traditionnels, les bénéficiaires ont tiré une fierté personnelle des réussites et des réalisations du projet. Les résultats du projet mettent en lumière le fait que les transhumants peuvent être bien organisés lorsqu'ils ont l'appui des chefs traditionnels, des autorités administratives et des services techniques de l'État, qui apportent une assistance à la gestion et la maintenance des infrastructures hydrauliques ou autres des communautés pastorales, d'une manière qui respecte les expériences et les pratiques de ces dernières.

Une meilleure compréhension des systèmes de pastoralisme est nécessaire pour l'exécution d'interventions durables en matière de gestion des parcours, de gestion du risque pastoral et de développement de la résilience. Le projet a reconnu qu'il est important de faire fond sur les systèmes locaux de production et de moyens d'existence, en reconnaissant leur valeur économique et écologique. Ainsi, les structures pastorales (comme les puits, les mares et les couloirs de transhumance) ne peuvent être efficaces et durables que si les comités de gestion responsables de leur fonctionnement et de leur maintenance s'appuient sur des structures locales et des institutions traditionnelles solides.

Encadré 11: pastoralisme en Amérique latine



©FIDA/GMB Akash

Titre du projet: Développement de la production de camélidés sur le haut plateau andin dans l'État plurinational de Bolivie

Institution responsable: Programme de développement alternatif paysan et Fondation pour d'autres systèmes de développement

Site du projet: État plurinational de Bolivie

Bénéficiaires: populations Aymará et Quechua

Le projet avait pour but d'accroître les revenus des éleveurs de lamas, qui sont parmi les plus pauvres des habitants de l'État plurinational de Bolivie. L'élevage des lamas est pratiquement la seule option productive viable dans les communautés andines vivant à des altitudes situées entre 3 000 et 4 000 mètres au-dessus du niveau de la mer. Le projet a renforcé la base de ressources agroécologique et productive, et a apporté un appui à la production et à la commercialisation par les femmes de produits artisanaux, permettant aux éleveurs de lamas d'améliorer eux aussi leur production et également de maintenir et de renforcer leurs compétences traditionnelles en matière de production artisanale de laine de lama.



Encadré 12: pastoralisme en Asie



©FIDA/Susan Beccio

Titre du projet: Amélioration des moyens d'existence des populations Tsaatan grâce à une méthode biotechnologique (financé par le biais du Mécanisme d'assistance pour les peuples autochtone [IPAF] du FIDA)

Organisation responsable: Thenkhleg Khugjil

Site du projet: Mongolie

Bénéficiaires: populations Tsaatan

Le peuple Tsaatan de Mongolie dépend totalement du renne, qui constitue la source de ses moyens d'existence et le fondement de son organisation sociale et de ses croyances religieuses. L'élevage consanguin intensif et l'augmentation des maladies au sein des troupeaux avaient eu pour effet une réduction spectaculaire du nombre de rennes, privant les Tsaatan de leurs moyens de survie, économiques et culturels.

Le projet a introduit des méthodes biotechnologiques, qui ont été mises en œuvre par l'intermédiaire des conseils communautaires traditionnels et des chefs traditionnels, avec pour objectifs d'accroître le nombre d'animaux, de renforcer les compétences locales et la participation aux activités communautaires.





©Claudio Tirelli

Conclusions

“Les savoirs traditionnels et autochtones constituent une mine d’information indispensable pour maintes sociétés qui cherchent à vivre en harmonie avec la nature et à s’adapter à des phénomènes climatiques perturbateurs, au réchauffement de la planète et à la hausse du niveau des mers. [...] Les connaissances locales concernant les conséquences de l’urbanisation, de la croissance démographique, de la détérioration des écosystèmes et des émissions de gaz à effet de serre sont particulièrement importantes à une époque où les catastrophes sont de plus en plus liées à des phénomènes climatiques et météorologiques.”

Ban Ki-moon, Secrétaire général des Nations Unies¹

Comme nous l’avons vu, les conséquences du changement climatique – fortes sécheresses, ouragans et typhons plus dévastateurs, fonte des glaces, inondations, élévation du niveau de la mer, et prévalence et virulence accrues des maladies infectieuses – ont gravement affecté les modes de vie et les moyens d’existence des peuples autochtones. Face à ces événements, ces peuples ont été contraints de s’adapter, en utilisant leurs savoirs et leurs pratiques traditionnels. Les études de cas décrites dans ce document mettent en évidence l’engagement pris par le FIDA de considérer ces savoirs et ces pratiques comme des atouts pouvant être utilisés pour évaluer les conséquences du changement climatique, s’y adapter et les atténuer à l’échelon local, en saisissant toutes les occasions de les transposer à plus grande échelle et de les diffuser. Dans son engagement aux côtés des peuples autochtones – en les écoutant et en coopérant avec eux comme des partenaires égaux de développement – le FIDA a recueilli de nombreux enseignements, dont certains peuvent être tirés des projets analysés dans ce rapport.

¹ Extrait du discours prononcé par M. Ban Ki-moon, Secrétaire Général des Nations Unies, à l’occasion de la Journée internationale de la prévention des catastrophes, le 13 octobre 2015.

Il existe déjà une longue liste d'adaptations au changement climatique pratiquées par les peuples autochtones, qui renforcent leur résilience et qui peuvent servir de base à partir de laquelle poursuivre l'amélioration des stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets. L'introduction et les études de cas ont présenté des exemples de ces pratiques d'adaptation – traditionnelles et innovantes – qui peuvent être résumées comme suit: diversification de la base de ressources comme réponse au risque de mauvaise récolte; changement de variétés et d'espèces cultivées en réaction aux modifications des régimes climatiques qui ont induit la mauvaise récolte; modification des stratégies de chasse pour prendre en compte la réduction de la population de certaines espèces animales due au réchauffement du climat; modifications du calendrier des activités pour l'adapter aux changements des cycles végétatifs et aux saisons des migrations des animaux; retour aux systèmes traditionnels d'échanges pour faire face aux pénuries alimentaires; et utilisation des techniques de gestion traditionnelles pour prendre en compte la rareté des ressources et leur sensibilité face au climat.

L'importance des savoirs des peuples autochtones en rapport avec le changement climatique a été reconnue par les Nations Unies; comme cela a été affirmé à l'occasion de l'adoption de l'Accord de Paris, la Conférence des Parties "reconnait la nécessité de renforcer les connaissances, technologies, pratiques et activités des communautés locales et des peuples autochtones destinées à faire face et à répondre aux changements climatiques et met en place une plateforme pour l'échange des données d'expérience et la mise en commun des meilleures pratiques en matière d'atténuation et d'adaptation de manière holistique et intégrée". Dans le même esprit, on peut lire, dans le Programme d'action d'Addis-Abeba, que "nous sommes conscients que les savoirs, innovations et pratiques traditionnels des peuples autochtones et des communautés locales peuvent soutenir le bien-être social et les moyens d'existence durables, et nous réaffirmons que les peuples autochtones ont le droit de préserver, de contrôler, de protéger et de développer leur patrimoine culturel, leur savoir traditionnel et leurs expressions culturelles traditionnelles".

Il est nécessaire d'appuyer ces stratégies communautaires d'adaptation partant de la base et ancrées dans les savoirs des peuples autochtones, afin de développer la résilience et de préserver les moyens d'existence et les modes de vie traditionnels. Les peuples autochtones interprètent les impacts du changement climatique et y réagissent de manière créative, en s'inspirant des savoirs traditionnels et d'autres technologies pour trouver des solutions qui pourraient aider la société dans son ensemble à faire face aux changements imminents. Renforcer la résilience des peuples autochtones au changement climatique implique aussi d'agir sur les obstacles auxquels ils sont confrontés. D'importants problèmes freinent l'adaptation, et notamment la pauvreté, le manque de ressources, et les limites financières ou technologiques. Pour ce qui concerne les peuples autochtones, les obstacles sociaux et culturels, l'insécurité des droits et la perte des savoirs traditionnels peuvent aussi empêcher l'adaptation. Dans l'action qu'il mène pour résoudre ces problèmes, le FIDA explore les moyens adéquats, du point de vue culturel, de renforcer la résilience des peuples autochtones et de prendre en compte les divers facteurs qui freinent l'adaptation.

La protection et la régénération des écosystèmes, la diversification des paysages agricoles, et la protection et l'utilisation de l'agrobiodiversité définissent un cadre général d'adaptation applicable dans différents environnements. Toutefois, le choix et la conception de stratégies spécifiques devront être fondés sur les expériences locales en matière de changement climatique, de besoins, de ressources, de savoirs et de systèmes

de moyens d'existence; il est fondamental de ne pas perdre de vue ces spécificités lors de la recherche des moyens de reproduire à plus grande échelle les stratégies réussies.

Les projets du FIDA veillent à ce que l'introduction de nouvelles technologies et d'innovations dans les systèmes des peuples autochtones fasse fond sur l'ensemble des savoirs de ces derniers. Cela répond à la nécessité d'établir des réseaux de recherche et d'action conjointes entre les peuples autochtones et les chercheurs, afin d'étudier les meilleurs moyens de trianguler les connaissances scientifiques et les savoirs autochtones dans l'élaboration de stratégies d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, et d'étudier les synergies et les compromis entre diverses mesures d'adaptation, traditionnelles ou non, et entre l'adaptation et d'autres priorités en matière de développement. Face à l'instabilité croissante du climat, une collaboration mutuellement respectueuse constitue la voie à suivre pour élaborer des systèmes améliorés d'alerte précoce et appuyer les activités locales de renforcement de la résilience (Galloway McLean 2012). Les innovations fondées sur les savoirs traditionnels peuvent conduire à l'élaboration de mesures locales d'adaptation qui protègent les écosystèmes et autonomisent les peuples autochtones.

Étant donné que de nombreux peuples autochtones vivent dans des zones à haut risque, leur savoirs et leurs stratégies d'adaptation pourraient apporter une précieuse contribution à la recherche de mesures efficaces d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, et devraient par conséquent être examinés, documentés et diffusés (Macchi 2008). Les projets du FIDA appuient la documentation et la systématisation des savoirs des peuples autochtones, dans une perspective de relance, d'amélioration et de diffusion de ces savoirs. Cette documentation est essentielle à la compréhension des impacts du changement climatique sur les cultures vulnérables, et elle implique le recueil d'informations sur les actions et les mesures antérieures et actuelles d'adaptation concrète, ainsi que le suivi du progrès des modes traditionnels d'adaptation. Ces activités contribuent à la recherche sur le changement climatique et répondent, dans le même temps, aux exigences des peuples autochtones.

Par ailleurs, les projets appuyés par le FIDA et ciblant les peuples autochtones veillent à la protection, la promotion, la réintroduction ou la relance des variétés végétales locales traditionnelles, des systèmes alimentaires, des systèmes semenciers, de l'agrobiodiversité et de l'ensemble des systèmes agroécologiques. Puisant dans l'ensemble des savoirs communautaires traditionnels – en particulier ceux des femmes agricultrices –, la promotion des variétés végétales, des systèmes alimentaires et des pratiques culturelles traditionnels apporte une immense contribution à nos savoirs sur l'adaptation au changement climatique et, par conséquent, au développement de communautés résilientes face au climat. Seán Kennedy, Spécialiste technique principal en matière de santé publique et de nutrition au FIDA, s'exprime ainsi sur ce point: *"Ici, au FIDA, nous pensons qu'il est également important de se souvenir de la valeur des savoirs autochtones sur le plan de l'adaptation au changement climatique. Il s'agit notamment de recenser les variétés sous-exploitées (que souvent seuls connaissent encore les membres les plus âgés des communautés autochtones) ainsi que les variétés à haute teneur en micronutriments et qui, du fait du changement climatique, pourraient être cultivées à de plus hautes altitudes"*.

Il est également nécessaire de concevoir des indicateurs d'adaptation, d'adaptabilité et de résilience qui répondent aux besoins des peuples autochtones et soient utiles à différents niveaux. Ces indicateurs serviront à déterminer quelle contribution peuvent apporter les systèmes de savoirs des peuples autochtones et où ils pourraient être les plus utiles.

Il ne suffit toutefois pas de recueillir et de documenter les savoirs et les stratégies d'adaptation des peuples autochtones. Leurs modes de vie et leur vision du monde doivent être respectés et renforcés, et leurs droits sur la terre, les territoires et les ressources doivent être reconnus (Feldt 2011). L'attachement à la terre et aux territoires est une importante source de résilience pour les peuples autochtones, mais cette résilience dépend de la capacité de nourrir et de gérer cette relation (Galloway McLean 2012). La relation avec les territoires ancestraux et leurs ressources est au cœur des moyens d'existence des peuples autochtones, et elle est régie par un ensemble complexe de systèmes et de pratiques coutumiers qui sont au centre de leur identité. Leurs droits sur leur terre et leurs territoires doivent être reconnus afin de protéger et de renforcer les savoirs et les pratiques des peuples autochtones et, par voie de conséquence, leur résilience face au changement climatique. Il est donc essentiel de garantir la sécurité foncière et les droits d'accès des peuples autochtones aux ressources naturelles (Macchi 2008).

Les peuples autochtones ont un point de vue holistique: leurs moyens d'existence, leur gestion des ressources naturelles, leur organisation sociale et leur vision du monde sont interconnectés et interdépendants. Dès lors, les projets concernant les peuples autochtones doivent intégrer une approche holistique de l'appui et du renforcement de leurs systèmes alimentaires, des pratiques durables en matière de moyens d'existence, des systèmes de gouvernance et des valeurs culturelles et spirituelles. La collaboration avec les peuples autochtones implique l'adoption d'un point de vue ample et inclusif, et une approche souple, systémique et holistique, plutôt qu'une approche technocratique et sectorielle. Les activités de renforcement et d'appui de la capacité d'adaptation des peuples autochtones ne seront couronnées de succès que si elles sont intégrées à d'autres stratégies, comme la préparation aux catastrophes, l'aménagement du territoire, la préservation de l'environnement et les plans nationaux de développement durable.

Les peuples autochtones doivent être considérés comme des partenaires du développement plutôt que comme de simples bénéficiaires. Il conviendra de se souvenir que certaines mesures d'atténuation peuvent avoir des conséquences indésirables pour les communautés autochtones. Certaines initiatives agricoles, par exemple, peuvent réduire les émissions de gaz à effet de serre, mais elles peuvent aussi conduire à une augmentation des monocultures et, corrélativement, à un recul de la biodiversité et de la sécurité alimentaire. La participation pleine et effective des peuples autochtones est par conséquent essentielle lors de l'élaboration des mesures d'atténuation, afin de veiller à ce que ces programmes n'aient pas d'impact négatif sur leurs communautés. En fait, les peuples autochtones doivent participer à toutes les étapes des projets, de la conception jusqu'à l'évaluation. Le consentement préalable, donné librement et en connaissance de cause devra être systématiquement et dûment obtenu dans le contexte des projets financés par le FIDA, pour s'assurer de l'entière compréhension, participation et appropriation du projet par les peuples autochtones.

Il est également nécessaire de sensibiliser l'opinion publique aux valeurs des peuples autochtones, à leurs savoirs, leurs systèmes alimentaires et leurs moyens d'existence durables, y compris le pastoralisme. La reconnaissance des stratégies d'affrontement et d'adaptation des peuples autochtones et le respect de leurs systèmes et de leurs

points de vue devraient constituer le but de la concertation avec les gouvernements et le secteur privé. La valeur des savoirs des peuples autochtones et leurs perceptions concernant la nourriture, les systèmes de moyens d'existence, la gestion des ressources naturelles et la conservation de la biodiversité sont des éléments essentiels qui doivent impérativement être intégrés à la politique concernant le changement climatique au niveau national et international. À cet effet, les peuples autochtones doivent être en mesure de participer activement aux processus décisionnels au niveau régional, national et local (Pearce 2009).

Le FIDA est en position favorable pour appuyer l'inclusion de savoirs des peuples autochtones dans les activités qui promeuvent la résilience face au changement climatique. Cet appui n'aura pas seulement pour effet de renforcer la résilience des peuples autochtones face au changement climatique et de préserver la diversité culturelle du monde, mais il renforcera aussi les activités menées au plan mondial pour atténuer les effets du changement climatique et pour s'y adapter.

"La prochaine étape consistera à apprendre davantage les uns des autres. J'aimerais certainement que les jeunes étudiants soient beaucoup plus nombreux à être confrontés au mode de fonctionnement d'autres systèmes et à la manière dont les populations envisagent le changement climatique. Nous sommes tous concernés. Nous n'avons ni le monopole du savoir, ni le meilleur savoir. Je crois par conséquent que plus nous accentuerons cette perspective multiculturelle et ferons appel à des savoirs multiples sur ce qui nous arrive, à nous et à la planète, mieux cela sera pour nous."

Igor Krupnik, Conservateur, Ethnologie arctique et septentrionale
Smithsonian – Musée national d'histoire naturelle³

3 Entretien avec Erin Loury, disponible à l'adresse: <http://news.sciencemag.org/2012/02/qa-what-can-indigenous-people-tell-us-about-climate-change>.

Références

- Agrawal, A. 2004, "Indigenous and scientific knowledge: some critical comments." in *Indigenous Knowledge and Development Monitor* 3(3) 1 – 9. Disponible à l'adresse: https://www.researchgate.net/publication/246458426_Indigenous_and_scientific_knowledge_Some_critical_comments
[http://www-personal.umich.edu/~arunagra/papers/IK%20Monitor%203\(3\)%20Agrawal.pdf](http://www-personal.umich.edu/~arunagra/papers/IK%20Monitor%203(3)%20Agrawal.pdf)
- Alangui Wilfredo, V., G. Subido, et R. Tinda-an, éd. 2010, *Indigenous peoples' forests and REDD plus: Sustaining and enhancing forests through traditional resource management*, Baguio City, Philippines, Fondation Tebtebba, disponible à l'adresse: <http://www.tebtebba.org/index.php/content/276-sustaining-a-enhancing-forests-through-traditional-resource-management-volume-2>
- Chirapaq, 2011, *Los pueblos indígenas y el desafío del cambio climático*
- Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), 2015, Adoption de l'Accord de Paris, Conférence des Parties (COP), Vingt-et-unième session, 30 novembre au 11 décembre, Paris. Disponible à l'adresse: <https://unfccc.int/resource/docs/2015/cop21/eng/l09r01.pdf>
- Daguitan, F., 2010, *Caring for our source of sustenance*. Baguio City, Philippines: Fondation Tebtebba. Disponible à l'adresse: <http://www.tebtebba.org/index.php/content/97-caring-for-our-source-of-sustenance>
- Feiring, B., M.E. Choque, Q. Binota, M. Dhamai, J. Ole, K.D. Mairena, S. Stidsen, S. Sophorn, A. Tripura, J. Jurgen|Useb, 2014, *United Nations and Indigenous Peoples in Developing Countries: An Evolving Partnership*, Baguio City, Philippines, Fondation Tebtebba / Chiang Mai, Thaïlande: Pacte asiatique des peuples autochtones (AIPP). Disponible à l'adresse: <http://www.tebtebba.org/index.php/content/326-united-nations-and-indigenous-peoples-in-developing-countries-an-evolving-partnership-2>
- Faletau, T., P. Leavai, D. McFadzien, et E. Ronneberg, 2012, *Strategies and on the Ground Options for Climate Change Adaptation and Disaster Risk Management in the Pacific*, Apia, Samoa, Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE). Disponible à l'adresse: <https://www.sprep.org/Adaptation/publications>
- Faletau, T., P. Leavai, D. McFadzien, et E. Ronneberg, 2012, *Pacific Island States Capacity Development Needs For Climate Change Adaptation and Disaster Risk Reduction*, Apia, Samoa, Secrétariat du Programme régional océanien de l'environnement (PROE). Disponible à l'adresse: <https://www.sprep.org/Adaptation/publications>
- Feldt, H., 2011, *Fortalecimiento de Organizaciones Indígenas en América Latina: Pueblos Indígenas y Cambio Climático. Relación entre cambio climático y pueblos indígenas y sus posiciones en el contexto de las negociaciones en la Convención Marco sobre el Cambio Climático*
- Fondation Tebtebba, 2006, "Working on biodiversity and traditional knowledge protection", in *Indigenous perspectives* 8(1). Disponible à l'adresse: <http://tebtebba.org/index.php/all-resources/category/5-indigenous-perspectives>

- Fondation Tebtebba, 2009, Asia Summit on Climate Change and Indigenous Peoples, Rapport du Sommet, 24-27 février, Bali, Indonésie. Disponible à l'adresse: <http://www.tebtebba.org/index.php/all-resources/category/57-asia-summit-on-indigenous-peoples-and-climate-change>
- Fonds international de développement agricole (FIDA), 2002, Valuing Diversity in Sustainable Development: IFAD Experience with Indigenous Peoples in Latin America and Asia, Rome: IFAD. Disponible à l'adresse: <https://www.ifad.org/documents/10180/6370bd60-03d4-4cbf-afbf-12f9b4f75186>
- _____, non daté, Land Tenure Toolkit. Disponible à l'adresse: <https://www.ifad.org/topic/land/overview>
- Fonds international de développement agricole (FIDA) et Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), 2014, L'engagement de la FAO et du FIDA sur le thème du développement pastoral (2003-2013) – Rapport conjoint de synthèse d'évaluations, Rome, Italie. <https://www.ifad.org/documents/10180/fb6ba30f-f919-4946-834d-1f622de7ab9b>
- Ford, J.D., B. Smit, et J. Wandel, 2006, "Vulnerability to climate change in the Arctic: A case study from Arctic Bay Canada", in *Global Environmental Change* 16(2): 145–60. Disponible à l'adresse: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S0959378005000786>
- Galloway McLean, K., 2010, Advance Guard: Climate Change Impacts, Adaptation, Mitigation and Indigenous Peoples – A Compendium of Case Studies, Université des Nations Unies – Initiative relative aux savoirs traditionnels, Darwin, Australie. Disponible à l'adresse: http://www.preventionweb.net/files/12181_AdvanceGuardCompendium1.pdf
- Galloway McLean, K., 2012, "Land use, climate change adaptation and indigenous peoples." In OurWorld 2.0, Octobre 2012. Disponible à l'adresse: <http://ourworld.unu.edu/en/land-use-climate-change-adaptation-and-indigenous-peoples>
- Galloway McLean, K. A. Ramos-Castillo, T. Gross, S. Johnston, M. Vierros, et R. Noa., 2009, Rapport du Sommet mondial des peuples autochtones sur le changement climatique, 20-24 avril 2009, Anchorage, Alaska. Université des Nations Unies – Initiative relative aux savoirs traditionnels, Darwin, Australie. Disponible à l'adresse: <http://www.un.org/ga/president/63/letters/globalsummitoncc.pdf>
- Gilman, E., H. Van Lavier, J. Ellison, V. Jungblut, L. Wilson, F. Areki, G. Brighthouse, J. Bungitak, E. Dus, M. Henry, I. Sauni Jr., M. Kilman, E. Matthews, N. Teariki-Ruatu, S. Tukia, et K. Yuknavage, 2006, "Pacific Island Mangroves in a Changing Climate and Rising Sea", in *Regional Seas Reports and Studies* No. 179. Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Programme pour les mers régionales, Nairobi, Kenya. Disponible à l'adresse: http://www.unep.org/publications/search/pub_details_s.asp?ID=3850
- Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), Changement climatique, 1997, Incidences de l'évolution du climat dans les régions

- Harrison, D.K., 2007, *When Languages Die: The Extinction of the World's Languages and the Erosion of Human Knowledge*, Oxford, UK, Oxford University Press.
Disponible à l'adresse: https://www.cs.swarthmore.edu/~meeden/cogs1/s07/Harrison_2007_ch7.pdf
- He Hong Mu Xiuping, E. Kissya, et Yanes, 2010, *Indigenous Knowledge and Customary Law in Natural Resource Management: Experiences in Yunnan, China and Haruku, Indonesia, Chiang Mai, Thaïlande*, Fondation du Pacte asiatique des peuples autochtones (AIPP). Disponible à l'adresse: http://www.iwgia.org/iwgia_files_publications_files/0666_Indigenous_Knowledge_and_Customary_La_in_Natural_Resource_Management.pdf
- Henriksen, J.B., 2007, Ad hoc open-ended inter-sessional working group on article 8(j) and related provisions of the Convention on Biological Diversity, préparé pour le Secrétariat de la Convention sur la diversité biologique.
- Hiwasaki, L., E. Luna, Syamsidik, et R. Shawd, 2014, "Process for integrating local and indigenous knowledge with science for hydro-meteorological disaster risk reduction and climate change adaptation in coastal and small island communities", in *International Journal of Disaster Risk Reduction* 10 (2014):15–27 16. Disponible à l'adresse: <http://www.sciencedirect.com/science/article/pii/S2212420914000612>
- Indigenous Climate Change Portal: www.indigenousclimate.org
- Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII), non daté, Who are Indigenous Peoples? Factsheet. Disponible à l'adresse: http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/5session_factsheet1.pdf
- IPAF, 2011, Africa small projects financed through the Indigenous Peoples Assistance Facility (IPAF)
- Landers, M., non daté, Indigenous Farming Methods: Mitigating the Effects of Climate Change While Boosting Food Production, Worldwatch Institute blog. Disponible à l'adresse: <http://blogs.worldwatch.org/nourishingtheplanet/indigenous-farming-methods-mitigating-the-effects-of-climate-change-while-boosting-food-production/>
- Lauer, M., 2012, Oral Traditions or Situated Practices? Understanding How Indigenous Communities Respond to Environmental Disasters, in *Human Organization* 71(2) 176-187. Disponible à l'adresse: https://www.researchgate.net/publication/264195154_Oral_Traditions_or_Situated_Practices_Understanding_How_Indigenous_Communities_Respond_to_Environmental_Disasters
- Loury, E., 2012, Q&A: What Can Indigenous People Tell Us About Climate Change? Sciencemag.org. <http://news.sciencemag.org/2012/02/qa-what-can-indigenous-people-tell-us-about-climate-change>
- Macchi, M., G. Oviedo, S. Gotheil, K. Cross, A. Boedhihartono, C. Wolfangel, et M. Howell, 2008, *Indigenous and Traditional Peoples and Climate change. Issues Paper*, Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), Gland, Suisse. Disponible à l'adresse: https://cmsdata.iucn.org/downloads/indigenous_peoples_climate_change.pdf

- McNamarab, K.E., et S.S. Prasad, 2013, Valuing Indigenous Knowledge for climate change adaptation planning in Fiji and Vanuatu, in *Traditional Knowledge Bulletin*, Tropical Issues Series, juillet 2013. Disponible à l'adresse: <https://tkbulletin.wordpress.com/2013/08/28/guest-article-valuing-indigenous-knowledge-in-fiji-and-vanuatu-2/>
- Nakashima, D.J., K. Galloway McLean, H.D. Thulstrup, A. Ramos Castillo, et J.T. Rubis, 2012, *Weathering Uncertainty: Traditional Knowledge for Climate Change Assessment and Adaptation*, Paris, UNESCO/Darwin, Université des Nations Unies. Disponible à l'adresse: <http://unesdoc.unesco.org/images/0021/002166/216613E.pdf>
- Nations Unies, 2015, *Transformer notre monde: le Programme de développement durable à l'horizon 2030*. Disponible à l'adresse: <https://sustainabledevelopment.un.org/post2015/transformingourworld>
- Nations Unies, Conseil économique et social (ECOSOC), 2015, *Étude sur les savoirs traditionnels dans le cadre de la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et du programme de développement pour l'après-2015*, Présenté à la Quatorzième session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII), 2015. Disponible à l'adresse: <https://papersmart.unmeetings.org/ecosoc/unpfii/fourteenth-session/documents/official-documents/ec1920154/>
- Nations Unies, Département des affaires économiques et sociales (UNDESA), 2015, *Programme d'action d'Addis-Abeba issu de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement*. Disponible à l'adresse: <http://www.un.org/esa/ffd/ffd3/wp-content/uploads/sites/2/2015/07/Addis-Ababa-Action-Agenda-Draft-Outcome-Document-7-July-2015.pdf>
- Pachao Nadesca, 2011, *El cambio climatico, los pueblos indigenas y las medidas para enfrentarlo*. Chirapaq
- Pacte asiatique des peuples autochtones (AIPP), 2010, *Indigenous Knowledge and Customary Law in Natural Resource Management: Experiences in Yunnan, China and Haruku, Indonesia, Chiang Mai, Thaïlande, AAIP*.
- Padulosi, S., Bhag Mal, S. Bala Ravi, J. Gowda, K.T.K. Gowda, G. Shanthakumar, N. Yenagi, et M. Dutta, 2009, *Food Security and Climate Change: Role of Plant Genetic Resources of Minor Millets*. *Indian Journal of Plant Genetic Resources* 22(1): 1-16. Disponible à l'adresse: <http://www.indianjournals.com/ijor.aspx?target=ijor:ijpgr&volume=22&issue=1&article=001>
- Padulosi, S., J. Thompson, et P. Rudebjer, 2013, *Fighting poverty, hunger and malnutrition with neglected and underutilized species (NUS): Needs, challenges and the way forward*. Rome, Bioversity International. Disponible à l'adresse: <http://www.bioversityinternational.org/e-library/publications/detail/fighting-poverty-hunger-and-malnutrition-with-neglected-and-underutilized-species-nus-needs-challenges-and-the-way-forward/>

- Padulosi, S., N. Bergamini, et T. Lawrence, éd.s., 2012, On farm conservation of neglected and underutilized species: status, trends and novel approaches to cope with climate change, Actes de la Conférence internationale, Francfort, 14-16 juin 2011, Bioversity International, Rome. Disponible à l'adresse: http://www.bioversityinternational.org/uploads/tx_news/On-farm_conservation_of_neglected_and_underutilized_species_status_trends_and_novel_approaches_to_cope_with_climate_change_1512.pdf
- Pearce T.D., J.D. Ford, G.J. Laidler, B. Smit, F. Duerden, M. Allarut, M. Andrachuk, S. Baryluk, A. Dialla, P. Elee, A. Goose, T. Ikummaq, E. Joamie, F. Kataoyak, E. Loring, S. Meakin, S. Nickels, K. Shappa, J. Shirley, et J. Wandel, 2009, "Community collaboration and climate change research in the Canadian Arctic", in *Polar Research* 28(1): 10 - 27. Disponible à l'adresse: <http://www.polarresearch.net/index.php/polar/article/view/6100>
- Platform for Agrobiodiversity Research (PAR), 2009, The use of agrobiodiversity by indigenous and traditional agricultural communities in adapting to climate change, Synthesis Paper, PAR, Rome, Italie. Disponible à l'adresse: <http://agrobiodiversityplatform.org/climatechange/2010/05/19/the-use-of-agrobiodiversity-by-indigenous-and-traditional-agricultural-communities-in-adapting-to-climate-change/>
- Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2011, Rapport sur le développement humain 2011: Durabilité et équité: un meilleur avenir pour tous, New York: Palgrave Macmillan. Disponible à l'adresse: http://hdr.undp.org/sites/default/files/reports/271/hdr_2011_en_complete.pdf
- Secrétariat de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (SPFII), 2008, Climate change and indigenous peoples, Document d'information pour la Septième session de l'Instance permanente des Nations Unies sur les questions autochtones (UNPFII), 21 avril au 2 mai 2008.
- _____, 2009, State of the World's Indigenous Peoples, New York, Nations Unies. Disponible à l'adresse: http://www.un.org/esa/socdev/unpfii/documents/SOWIP/en/SOWIP_web.pdf
- Tamayo, A.L. et W.V. Alangui, 2012, Knowledge, Innovation and Resilience: Indigenous Peoples' Climate Change Adaptation and Mitigation Measures, Baguio City, Philippines, Fondation Tebtebba. Disponible à l'adresse: <http://tebtebba.org/index.php/content/282-knowledge-innovation-a-resilience-indigenous-peoples-climate-change-adaptation-and-mitigation-measures>
- Tamayo, E., éd., 2010, *Traditional livelihoods and indigenous peoples*, Chiang Mai, Thaïlande: Fondation du Pacte asiatique des peuples autochtones (AIPP). Disponible à l'adresse: http://www.iwgia.org/iwgia_files_publications_files/0663_English.pdf
- Tauli-Corpuz, V., R. de Chavez, E. Baldo-Soriano, H. Magata, C. Golocan, M.V. Bugtong, L. Enkiwe-Abayao, et J. Cariño, 2009, *Guide on Climate Change and Indigenous Peoples*, deuxième édition, Baguio City, Philippines, Fondation Tebtebba. Disponible à l'adresse: <http://www.tebtebba.org/index.php/content/160-2nd-edition-of-guide-on-climate-change-and-indigenous-peoples-now-released>

- Union internationale pour la conservation de la nature (UICN), 2011, The land we graze: A synthesis of case studies about how pastoralists' organizations defend their land rights, Nairobi, IUCN, Eastern and Southern Africa Regional Office (ESARO). Disponible à l'adresse: <http://www.iucn.org/wisp/resources/?8386/The-Land-We-Graze-A-Synthesis-of-Case-Studies-About-How-Pastoralists-Organizations-Defend-Their-Land-Rights>
- _____, 2012, Supporting Sustainable Pastoral Livelihoods: A Global Perspective on Minimum Standards and Good Practices, Nairobi, IUCN, Eastern and Southern Africa Regional Office (ESARO). Disponible à l'adresse: <http://www.iucn.org/wisp/?9442/A-Global-Perspective-on-Minimum-Standards-and-Good-Practices>
- Université des Nations Unies, Institut d'études supérieures sur la durabilité (UNU-IAS), 2008, International expert group meeting on indigenous peoples and climate change: Summary report, 2-4 avril, Initiative UNU-IAS relative aux savoirs traditionnels, Darwin, Australie. Disponible à l'adresse: <http://vh-gfc.dpi.nl/img/userpics/File/Spanish/Publicaciones/PueblosIndigenasyCambioClimatico.pdf>
- Université des Nations Unies, Institut d'études supérieures sur la durabilité (UNU – IAS), Bioersity International, Institute for Global Environmental Strategies (IGES) et Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), 2014, Toolkit for the indicators of resilience in socio-ecological production landscapes and seascapes (SEPLS). Disponible à l'adresse: <http://i.unu.edu/media/ias.unu.edu-en/news/5339/Toolkit-for-Indicators-of-Resilience-in-SEPLs.pdf>
- Williams, C., K. Galloway McLean, G. Raygorodetsky, A. Ramos-Castillo et B. Barrett, 2013, Traditional knowledge and climate science toolkit, Darwin, Australie, Université des Nations Unies. Disponible à l'adresse: https://www.researchgate.net/profile/Kirsty_Galloway_McLean/publication/260294278_Traditional_Knowledge_Climate_Science_Toolkit_Trousse_des_savoirs_traditionnels_et_de_la_science_du_climat_Manual_de_Conocimiento_Tradicional_y_Ciencia_Climatica_Conhecimento_Tradicional_e_Ciencia_do_/links/545bedb80cf249070a7a83bc.pdf/download?version=va

Documents de projet pertinents du FIDA

ACCESOS-ASAP

- Rapport du Président [EB 2011/104/R.26/Rev.1]
- Informe de Diseño Final (Octubre 7, 2011)
- Informe final sobre el diseño del Programa (Septiembre 2013)
- Informe de supervisión (Mayo 2015)

CHARM2

- Rapport du Président [EB 2008/93/R.11/Rev.1]
- Formulation Report (and Working Papers), 30 March 2007
- 1st Progress Report; First Semester Project Progress Report, September 2009

- Appraisal Report (and Annexes), June 2008
- Inception Report, May 2006
- MID-TERM REVIEW REPORT (March 2012)
- Supervision Report (March 2013)
- Supervision report (February 2014)
- Supervision report (March 2015)
- Cordillera Studies Center, A Compendium on Forest Resource Management Systems and Practices in the Cordillera Administrative Region, Baguio City, Philippines: DA-RFU-CAR and CHARMP2, 2014.
- CHARM2 bulletin volume 2 issue 1 2011
- CHARM2 bulletin volume 3 issue 1 2011
- CHARM2 bulletin volume 5 issue 2 2013
- CHARM2 bulletin volume 6 issue1 2014
- CHARM2 bulletin volume 7 issue 1 2015
- Stories from the field, Field lessons in implementing CHARM2 Project, DA-RFU-CAR and CHARMP2, 2014.

NERCORMP

- Appraisal Report, IFAD, September 1997
- Supervision Report, United Nations Office for Project Services, May 2004
- Interim Evaluation Mission and Aide-memoire for Regional Wrap-up Meeting Shillong Meghalaya, May 2005
- Rapport du Président – Proposition de prêt supplémentaire [EB 2009/98/R.32]
- Supervision Report (REPORT No. 2592-IN, March 2012)
- Mid-term review report (May 2013)
- Supervision report - Mission dates: 1-Feb-2014 to 15-Feb-2014
- Annual Outcome Survey Report 2014
- Annual Outcome Survey Report 2013
- Midterm Impact Study (July 2014)

NUS

- Rapport du Président [EB 2006/89/R.33] 2006
- Rapport du Président [EB 2010/LOT/G.3] 2010
- Grant Status Report 2009
- Grant Status Report 2008
- Full Design Document 2010
- Cordoba Declaration on Promising Crops for the XXI Century, Cordoba 10-13 December 2012
- Small Grant Design Document 2010

PROHYPA

- Rapport du Président [EB 2009/97/R.14/Rev.1] 2009
- Design Report
- Rapport de supervision 2013
- Rapport de supervision 2014
- République du Tchad – Programme d’options stratégiques pour le pays 2009-2013



Fonds international de développement agricole

Via Paolo di Dono, 44 - 00142 Rome, Italie

Téléphone: +39 06 54591 - Télécopie: +39 06 5043463

Courriel: ifad@ifad.org

www.ifad.org

www.ruralpovertyportal.org

 ifad-un.blogspot.com

 www.facebook.com/ifad

 [instagram.com/ifadnews](https://www.instagram.com/ifadnews)

 www.twitter.com/ifadnews

 www.youtube.com/user/ifadTV

